L'extermination des Chrétiens d'Orient

FAITS, DOCUMENTS et TÉMOIGNAGES ANGLAIS ET AMÉRICAINS

PARIS

1922

L'extermination

des

Chrétiens d'Orient

L'extermination

des

Chrétiens d'Orient

FAITS, DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES
ANGLAIS ET AMÉRICAINS

PARIS

—

1922

INTRODUCTION

Les sévices et les persécutions des Turcs contre leurs sujets chrétiens appartiennent à ce point au domaine de l'histoire que leur répétition a fini par ne plus intéresser l'opinion publique européenne, perpétuellement avide d'inédit. Les hécatombes de la Grande guerre semblent avoir, d'autre part, par leur effroyable ampleur, émoussé la révolte humaine contre la mort. Nous vivons en un siècle où la vie n'est plus apparemment qu'un incident. Il faut attribuer sans doute à cette résignation désespérée d'une humanité qui accepte l'immolation, l'indifférence avec laquelle la presse continentale a réduit au minimum les informations qui lui parvenaient d'Asie Mineure sur les massacres dont les chrétiens étaient victimes. A quoi bon s'encombrer de dépêches qui ne captivent plus les lecteurs blasés ? Les chrétiens ont toujours été massacrés en Turquie. Ils continuent et voilà tout. Le problème est cependant plus grave que les observateurs superficiels se l'imaginent. Il ne s'agit pas, cette fois, de ces cruautés isolées et sporadiques dont l'ottomanisme a régulièrement taché les pages de son histoire, mais d'un plan systématique d'extermination qui vise à faire totalement disparaître les éléments chrétiens d'Asie Mineure.

L'Europe, qui, diplomatiquement, n'a pas réussi, depuis un demi-siècle, à assurer la garantie, par traités,

de ces minorités, peut-elle, aujourd'hui, que victorieuse, elle a fait courber la tête aux impérialismes tyranniques, tolérer que les vaincus non seulement continuent, mais amplifient leur action destructrice ?

Les Turcs et leurs amis cherchent une excuse en invoquant les cruautés commises par les Grecs lors de leur occupation de Smyrne, mais il n'y a aucun parallèle à établir entre des mouvements regrettables mais accidentels et la mise en œuvre méthodique d'un plan infernal d'annihilation totale. L'excitation de la guerre fait perdre parfois le contrôle de leurs actions aux hommes, mais tout ce que l'on sait de l'administration grecque des territoires occupés est à l'éloge de son libéralisme et de sa tolérance. Les plus grandes puissances ont à leur passif des gestes de nervosité, mais nulle n'a jamais même conçu ce que les Turcs ont exécuté de sang-froid.

On en jugera par les documents qu'on trouvera ci-après et qui ont été pour la plupart empruntés aux comptes rendus du Parlement britannique et aux rapports officiels.

Dans son éditorial, du 16 mai 1922, le Times, qui, sous la direction du regretté lord Northcliffe, n'était point suspect de servir la politique de M. Lloyd George, écrivait :

« Des milliers de grecs d'Anatolie ont été déportés de leurs demeures par les kémalistes, ont souffert de cruelles privations durant leur marche longue et apparemment sans but et ont été finalement, par Kharpout

et Diarbekir, envoyés vers l'est, mourant par milliers sur les routes.

« Ces rapports ont une douloureuse similitude avec les rapports dûment vérifiés sur les terribles souffrances endurées par les Arméniens déportés pendant la grande guerre.

« Cela ne peut que provoquer de l'affliction même en un temps où les incommensurables souffrances de l'Europe orientale semblent avoir presque épuisé les facultés de sympathie humaine. De telles choses ne devraient pas être et il est nécessaire d'enquêter sur les mobiles qui ont conduit à cette extrême détresse.

« Les massacres et déportations des Arméniens durant la grande guerre furent dus à la barbare conception des Turcs d'annihiler, ce faisant, un peuple dont les chefs avaient montré une chaude sympathie pour les ennemis de la Turquie. Ils y furent encouragés par les Allemands qui, durant la guerre, piétinèrent délibérément les principes humanitaires.

« Les kémalistes appliquent aujourd'hui les mêmes procédés et les mêmes méthodes à l'égard des communautés qui portent le nom de grecs en Asie Mineure et ils y sont encouragés par leur isolement de l'Europe et par leur association avec un régime qui, en Russie, a outragé tous les dogmes de l'humanité. Cela doit faire l'objet d'une très sérieuse enquête. »

L'opinion publique anglaise, quoique mieux avertie qu'une autre, par la place dont disposent ses journaux,

ne s'est sérieusement émue que lorsque des témoignages neutres — en l'espèce américains — sont venus lever tous les doutes de partialité. On s'est alors rendu compte de l'ampleur du drame et de courageuses et généreuses personnalités ont élevé la voix pour attirer l'attention des hommes d'Etat britanniques.

La question est aujourd'hui jugée en Angleterre sur des documents probants. Elle le sera, nous en sommes certain, également, demain, quand le reste de l'Europe saura la barbarie sans nom du gouvernement kémaliste.

PREMIÈRE PARTIE

TEMOIGNAGES ANGLAIS

Exposé de M. T. P. O'Connor

Le 27 mars 1922, alors que siégeait la Conférence de Paris sur les Affaires orientales, la Chambre des Communes entendait un grand discours de M. T. P. O'Connor, que nous reproduisons in-extenso *au début de ce recueil.*

M. T. P. O'Connor. — Je regrette que les observations que j'ai à faire sur le règlement de la question d'Orient viennent à un moment où la Conférence sur ce sujet fort important siège précisément à Paris. Comme la Chambre des Communes le sait, j'ai fait plusieurs tentatives pour soulever la question et j'ai réussi à l'aborder partiellement plus d'une fois durant les dernières semaines, mais le règlement a fait obstacle à un développement plus complet, et je n'ai pas été en mesure de présenter des observations qui eussent été plus opportunes avant la réunion de la Conférence. Je me crois autorisé à saisir aujourd'hui cette opportunité d'exprimer dans le Parlement britannique ce que je crois être l'opinion de tous les libéraux, des membres du parti ouvrier et, je le crois, de tous les membres progressistes du parti conservateur au sujet du règlement de la question d'Orient.

Je vois déclarer par de nombreux journaux que le gouvernement britannique est sur le point de demander aux Grecs d'évacuer Smyrne et d'abandonner toute prétention sur Smyrne. Cela semble la solution qui plaît à beaucoup d'esprits, mais je ne puis voir aucun argument en sa faveur. Smyrne a été une ville grec-

que pendant des siècles, pendant des siècles avant que les Turcs n'y viennent. C'était une ville grecque avant que Londres ne fut, dans le vrai sens du mot, une ville britannique et elle est demeurée, à travers toute l'histoire, une ville grecque. Elle est associée, dans l'esprit des Grecs, au fait qu'elle fut la ville natale d'Homère, le plus grand de leurs poètes. En dehors de ces considérations historiques, pourquoi les Grecs sont-ils allés à Smyrne ? Personne ne peut nier que les Grecs n'aient été invités par notre gouvernement à aller à Smyrne. Il y a pu y avoir, dans l'esprit des hommes d'Etat grecs, des hésitations quant à la sagesse de cette politique, mais quand elle est recommandée par le gouvernement britannique, en la bonne foi et en la bienveillance duquel le peuple grec a toujours eu confiance et a aujourd'hui confiance comme toujours, cela équivalait à un ordre. Les Grecs sont donc allés à Smyrne et en Anatolie, parce que nous leur avons demandé d'y aller. Ils remplissaient plus ou moins une mission qui leur était imposée par au moins un membre de l'Entente.

Quelquefois, lorsque j'entends discuter la question du Proche-Orient, je suis porté à me demander si je ne rêve pas et s'il n'y a pas quelque confusion dans les esprits au sujet de ceux qui furent nos amis et ceux qui furent nos ennemis dans la dernière guerre. A la façon dont quelques honorables membres de cette Chambre discutent les demandes et les prétendus « droits » des Turcs, l'on pourrait s'imaginer, si l'on ne connaissait pas l'histoire de la guerre, que, durant la guerre, ce fut la Grèce qui combattait contre nous et la Turquie qui combattait pour nous, ce qui, comme chacun sait, eut raccourci la guerre de deux années, l'Allemagne et l'Autriche n'ayant plus derrière elles

toute la force et toutes les positions stratégiques du gouvernement turc.

Comment avons-nous traité la Grèce ? Les grecs ont été forcés d'avancer, non point dans le désir de conquérir toute l'Anatolie — jamais idée aussi folle n'a traversé l'esprit d'aucun homme d'Etat grec responsable ni n'a été exprimée par aucun d'eux — mais ils ont avancé parce qu'il fallait, de façon indispensable, empêcher les deux ailes de leur armée, séparées par un grand espace, d'être attaquées l'une après l'autre par l'armée kémaliste et battues successivement. Ayant réalisé cette avance pour de pures raisons militaires, ils s'arrêtèrent lorsque, dans leur idée, leur armée se trouva suffisamment protégée. Ayant lancé les Grecs dans cette périlleuse entreprise, il était à penser que nous les soutiendrions de toute notre assistance morale, sinon matérielle. Je mets de côté actuellement l'assistance matérielle, car je sais que l'opinion publique de ce pays ne nous permettrait pas d'envoyer une armée ou même une petite portion d'armée pour défendre les Grecs. Mais nous aurions pu, tout au moins, leur donner une assistance morale. Mais, au lieu de cela, pendant les derniers mois, s'est développée une terrible campagne contre la Grèce. Tout ce qu'elle faisait était mal. Elle était représentée comme une Puissance belliqueuse, avide de faire la guerre pour réaliser de vastes idées nationales chimériques, de telle sorte que tout effort fait par elle pour défendre sa position était représenté comme une agression et que même sa tentative de trouver sur le marché de Londres les moyens de vêtir et de nourrir ses soldats, ne trouvait pas grâce devant une campagne bien organisée.

Maintenant l'on propose d'évacuer Smyrne et de n'y laisser aucune trace de l'occupation grecque. J'ai

posé, à un Arménien, deux questions, car je me préoccupe de la situation des Arméniens dans le Proche-Orient autant que de celle des Grecs. Je m'en occupe même davantage, car les Grecs ont, après tout, un gouvernement et peuvent se défendre eux-mêmes. Cet Arménien, né à Smyrne, parlait parfaitement le grec comme la plupart des gens à Smyrne. Ma première question touchait la condition de Smyrne sous l'administration grecque. Il me déclara qu'y ayant passé plusieurs mois, il était prêt à déclarer que Smyrne était aujourd'hui l'une des villes les mieux gouvernées du monde. On a dit le contraire, mais j'apporte le témoignage d'un témoin. M. Sterghiadès, le représentant du gouvernement grec était, me dit-il, l'un des meilleurs et des plus justes administrateurs que Smyrne ait jamais vu et le seul reproche que pussent lui faire certains des grecs de Smyrne, était qu'il était trop partial en faveur des Turcs et pas assez en faveur de ceux de sa propre race. L'on disait couramment qu'il aurait dû porter un fez tant il était lié avec la population turque. Non seulement juste, mais également sévère, il fit exécuter plusieurs Grecs coupables d'offenses à l'égard des Turcs. A-t-on jamais entendu parler d'autorités turques faisant exécuter un Turc pour atrocités commises contre les chrétiens ?

La question que je posai ensuite fut de demander quel effet aurait sur l'Arménie le départ des Grecs de Smyrne. La réponse fut que ce serait la fin de l'Arménie. La raison de cette conséquence était que le départ des Grecs de Smyrne priverait toutes les autres populations chrétiennes d'Anatolie de la protection contre le massacre et de la sauvegarde de leur liberté. Je ne demande pas que Smyrne devienne entièrement grecque et soit entièrement sous l'administration

du gouvernement grec. Je n'ai point d'objection, pas plus d'ailleurs, je crois, qu'aucun homme d'Etat grec responsable, à ce que l'on trouve quelque forme de compromis qui laisse aux Turcs une suzeraineté nominale, mais ce sur quoi j'insiste, c'est qu'il ne faut jamais demander aux Grecs d'évacuer l'Asie Mineure avant que nous n'ayons obtenu des garanties satisfaisantes pour les populations chrétiennes grecques, arméniennes et autres et que, si les Grecs ne sont pas autorisés à y établir leur gouvernement personnel, l'on crée un contrôle international qui, dans mon opinion, est la seule sauvegarde pour la vie des chrétiens en Anatolie sous la domination turque. Cela est la réponse que j'ai faite à M. Franklin-Bouillon, l'auteur du traité d'Angora — dont je ne puis le féliciter — qui, avec un jeune enthousiasme pour le turc pacifique et éclairé, me disait qu'il n'avait jamais rencontré d'hommes d'Etat plus aimables et de vues plus larges, en aucune partie du monde, que ceux qu'il avait rencontrés à Angora, allant jusqu'à dire qu'il souhaitait que nous eussions de tels hommes sur les bancs ministériels, tant du Parlement français que du Parlement britannique. Tel est le genre d'exagération auquel des hommes arrivent lorsqu'ils changent d'opinion au sujet d'une situation. Je déclare de la façon la plus formelle qu'il n'est pas une expérience faite par l'Europe durant des siècles concernant des promesses faites par les Turcs qui n'ait tourné en une désillusion et que la situation des sujets chrétiens de l'empire ottoman est aujourd'hui pire qu'elle n'a jamais été. Certains me considèrent comme un turcophobe, je ne le suis pas. Je ne suis un « phobe » d'aucune manière.

Lieutenant-Colonel Murray. — Vous avez le cœur beaucoup trop bon.

M. T. P. O'Connor. — Ce n'est pas une question de cœur, c'est plutôt la compréhension que toutes les nations du monde sont dépendantes les unes des autres et que, tant que nous n'aurons pas fait de cette loi la règle de notre politique, aussi bien en affaires qu'en toute autre matière, le monde restera dans la situation où il se trouve aujourd'hui. Je suis certain que le paysan turc a toutes les vertus qu'on lui a attribuées ; qu'il est honnête et sobre, sobre non seulement en ce qui a trait à la boisson, mais, ce qui est peut-être plus difficile à observer pour certaines gens, sobre quant à la nourriture, loyal vis-à-vis de ses chefs et l'un des soldats les plus braves que l'on ait jamais vus, mais ces paysans ne sont pas ceux contre lesquels je pars en guerre. Ce sont les autres, les pachas et tous les autres dont l'administration a été désastreuse aussi bien aux Turcs eux-mêmes, au petit peuple de leur race, qu'aux populations chrétiennes qu'ils ont massacrées. Je ne suis pas davantage anti-musulman. Lorsqu'une croyance attire des centaines de millions d'humains, il doit y avoir en elle la réponse fidèle aux aspirations et aux vœux de leurs âmes et, quelles que soient les fautes que l'on puisse imputer au peuple musulman, nul ne peut douter que ce fut un heureux substitut au polythéisme superstitieux et qu'il n'ait développé quelques-unes des meilleures vertus individuelles.

Je ne m'attache à aucun des terrains bigots de l'antagonisme de race ou de croyance. Je ne demande que la justice et l'égalité pour toutes les races.

L'argument qui touche le musulmanisme a trouvé son expression la plus éminente dans un télégramme du vice-roi de l'Inde dont la publication a amené la démission de mon honorable ami, l'ancien secrétaire

d'Etat pour l'Inde. On nous dit que nous ne devons pas faire rendre justice à ces chrétiens d'Orient et leur obtenir une protection efficace contre les Turcs, car nous blesserions le sentiment musulman aux Indes. Cela est l'un des plus extraordinaires arguments que j'ai jamais entendu formuler. L'on prétend que les masses musulmanes dans l'Inde sont profondément intéressées à la question du khalifat; que, d'après eux, le khalifat se résume dans le sultan à Constantinople et qu'en voyant différemment les choses, nous ajouterons d'énormes difficultés à notre situation dans l'Inde. Celui qui ajouterait quelques difficultés que ce soient à celles que nos administrateurs ont actuellement aux Indes serait fou. Le ciel me préserve de prendre sur mes épaules une telle responsabilité, mais mon opinion est que cet argument du khalifat est une invention moderne. Je m'en suis entretenu récemment avec de nombreuses personnes qui ont passé leur vie aux Indes et qui sont revenues dans les deux ou trois dernières années. Elles m'ont dit que cette idée du khalifat, que l'on prétend faire partie intégrante de la pensée musulmane aux Indes, n'existait pas de leur temps. Mais, puisqu'elle existe, qui donc l'a créée ? M. Gandhy fut, je crois, l'une des premières personnes à la lancer, mais il n'est pas un musulman. C'est un Hindou. Son idée était-elle d'en user pour protéger les Turcs et laisser les chrétiens sans protection ? Non. Son but était plus proche ; il désirait rapprocher les croyances en conflit aux Indes dans un commun effort contre l'administration anglaise aux Indes. Mon ami Aga Khan est également parmi ceux qui soutiennent cette doctrine du khalifat. Il est le chef de l'une des sections de la foi musulmane et ses sentiments sont, en qualité de pape pour ainsi dire de cette section, en

faveur de cette idée. Les frères Ali sont également parmi ceux qui défendent cette doctrine.

Si vous acceptez cette idée, telle que l'a exposée le fameux télégramme du vice-roi de l'Inde, vous verrez qu'elle vous conduit plus loin que vous ne pouvez aller. Les lieux saints doivent être entre les mains du khalife. Beaucoup d'entre eux sont entre les mains des Arabes, et les Arabes sont d'aussi bons musulmans que les musulmans de l'Inde. Les Arabes musulmans se plaignent-ils que les places les plus saintes pour les musulmans soient sous le contrôle arabe au lieu du contrôle turc ? Si cette idée du khalifat est un ferment d'agitation et de rébellion musulmanes, pourquoi ne voyons-nous pas d'agitation et de rébellion arabes ? Tout le monde sait que les Arabes, bien que mahométans, ont été aussi soucieux que les Grecs et les Arméniens d'échapper à la tyrannie dévastatrice de Constantinople, et qu'ils préféreraient mourir jusqu'au dernier, plutôt que de rendre le contrôle des lieux saints au sultan de Turquie, bien qu'il soit le khalife. C'est là un argument qui n'a derrière lui aucune force, ni de fait, ni d'histoire. Bien que nous soyons tenus de respecter l'opinion musulmane, bien que nous soyons tenus de la cultiver, bien que nous soyons tenus de la protéger, il y a une chose que je ne pourrai jamais considérer comme un devoir de notre part, c'est que, pour plaire aux musulmans, nous devions permettre aux Turcs de massacrer les Arméniens et les Grecs, parce que les Turcs sont musulmans et parce que les Grecs et les Arméniens sont des chrétiens. Je ne dis pas cela dans un esprit sectaire. Si les Grecs chrétiens et les Arméniens chrétiens menaçaient la vie des musulmans turcs, je serais le premier à les dénoncer et je le ferai d'autant plus librement que j'estimerai que de

tels gens, malgré leur nom de chrétien, ne méritent pas la qualité de cette religion de charité et de justice.

Je n'ai aucune foi dans les promesses d'Angora. J'en donnerai une preuve facile. J'ai soumis à la Chambre des Communes l'opinion de M. Franklin-Bouillon sur l'avenir. J'ajouterai quelques détails sur la propagande des chefs d'Angora. Il y a une semaine ou deux, il y a eu un curieux petit chapitre dans le projet du budget. C'était une somme de vingt-cinq mille livres sterling pour les Turcs qui ont vécu à nos frais dans les prisons de Malte. L'histoire de cette transaction est plutôt curieuse. Je ne critique pas l'action du gouvernement. Nos autorités à Constantinople avaient dressé une liste, comme nous l'avons fait à l'égard de l'Allemagne, des coupables de guerre, non des hommes qui avaient fait la guerre contre nous, suivant les lois chevaleresques, mais d'hommes coupables d'atroces offenses qui auraient dus être traduits en justice et, si nécessaire, envoyés à l'échafaud pour leurs crimes. Nous fîmes appels sur appels aux autorités turques à Constantinople. Ces appels demeurèrent sans réponse. Finalement, nos représentants en arrivèrent à l'inévitable conclusion que les autorités turques n'entendaient ni traduire en justice, ni punir ces hommes et, par l'exercice de notre autorité, nous en saisîmes un certain nombre, 120 ou 140 je crois, que nous internâmes à Malte. Nous aurions certainement, en temps voulu, jugé ces hommes et nous les aurions punis, mais, entre temps, un certain nombre de nos nationaux furent faits prisonniers par l'armée kémaliste et amenés à Angora. Nous savions trop bien le sort qui leur était réservé. Quand j'entends des *gentlemen* de cette Chambre et d'ailleurs parler du Turc *gentleman*, je me demande s'ils réalisent le fait que 50 0/0 de nos

prisonniers sont morts de mauvais traitements durant la dernière guerre. Nos hommes prisonniers à Angora étaient voués aux mêmes souffrances et peut-être à la la même mort. A la fin de longues négociations, nous avons échangé les 120 criminels pour nos 25 soldats. Je ne blâme pas le Gouvernement pour cette transaction.

Lieutenant-Colonel J. Ward. — J'aurais échangé 1.000 de ces coquins pour 25 de nos soldats !

M. T. P. O'Connor. — Mon honorable et galant ami exprime la chose avec plus de force que moi. J'approuve entièrement la conduite du gouvernement en cette affaire. Je veux donner les noms de quelques-uns de ces Turcs qui furent relâchés : Il y avait Monammer bey, ancien Gouverneur de Sivas, qui a provoqué le massacre de 30.000 Arméniens, et Elias Hofa, de Mouche, responsable des massacres de Mouche et de Bitlis. Il est maintenant un haut fonctionnaire du gouvernement d'Angora. D'honorables *gentlemen* parlent de nos relations avec le gouvernement des Soviets et nous accusent de serrer la main à des meurtriers. Cela est une des choses que le premier ministre a dû rappeler à M. Briand à Cannes. Voilà le genre de *gentlemen* auxquels on nous demande de serrer la main et aux promesses de bonne conduite desquels nous devons abandonner les libertés des Arméniens. Il y avait aussi Tahsin bey, ancien Gouverneur d'Erzeroum, responsable des massacres dans la région d'Erzeroum, et Tchaoush Moustafa de Trébizonde, célèbre par les massacres de Trébizonde. J'ai lu, sous une plume française, le récit, fait par l'auteur, de la vision de ces massacres et de son horreur en voyant les bébés noyés réapparaître au bord du rivage.

Et il y en a d'autres parmi les prisonniers échangés : Ali Isham pacha, qui tenait un haut rang dans l'armée turque des vilayets orientaux, bien connus par les massacres qui y eurent lieu. Il fut interné à Malte, mis en liberté sous parole d'honneur, ne tint pas son serment, s'échappa et rejoignit Mustapha Kemal à Angora, où il est général dans son armée. Voilà les hommes d'Etat éclairés de M. Franklin-Bouillon. A une question que je posai, l'autre jour, au Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, sur la justesse de mon appréciation, touchant ces criminels, il fut répondu par l'affirmative. Mon honorable ami, le député de Yeovil (M. A. Herbert), est une grande autorité sur la question orientale. Il m'a mentionné le nom de l'un des prisonniers qui, je crois, était un homme parfaitement respectable ; du moins, mon honorable ami le dit, et je suis certain de pouvoir accepter l'exactitude et la bonne foi de sa déclaration. Niera-t-il l'exactitude de ce que j'ai dit touchant les autres personnages qui sont maintenant membres du Gouvernement d'Angora ou généraux dans l'armée d'Angora ? Il ne suffit pas de dire qu'il y avait un seul juste dans la foule. Je n'ai aucune confiance dans les assurances des Turcs lorsque des hommes tels que ceux-là siégent dans leurs conseils. Même maintenant, lorsque la plus élémentaire sagesse leur ordonnerait de demeurer tranquilles, ils rompent leurs engagements avant même que l'encre ait séché sur les papiers où ils les ont écrits.

J'ai reçu des renseignements concernant la Cilicie. Les Arméniens sont laissés sous la protection des Turcs par la clause de la sauvegarde des minorités. Lorsque les Français abandonnèrent la Cilicie, la confiance des Arméniens, avec des siècles d'expérience derrière eux, s'en fut également. Leur expérience des

promesses turques et des garanties turques était telle que presque tous, hommes, femmes et enfants, ont fui; quelques-uns des hommes les plus riches de Cilicie s'estimant heureux de pouvoir prendre passage dans de simples cargos. Ces navires d'émigrants en larmes, arrachés de leurs propriétés, de leurs demeures, et du sol qu'ils aimaient, firent un voyage de près de trente jours. Repoussés à Chypre, repoussés en Egypte, repoussés à Constantinople, ils trouvèrent enfin un asile dans la capitale de la Grèce, ce pays sur lequel on a coutume de déverser tant d'injustes calomnies. Et, qu'est-il ensuite arrivé ? Les Français avaient obtenu des garanties et ces garanties disparurent quelques heures après le départ des troupes françaises. Des orphelinats furent attaqués, le cimetière militaire français fut détruit. Telle fut la gratitude des Turcs envers la France. Le consul de France dut faire établir un réseau de fil de fer barbelé autour du cimetière. Les cimetières arméniens furent détruits. Les fonctionnaires chrétiens furent renvoyés des banques, les cours mixtes et consulaires furent dissoutes, les élèves des écoles françaises furent lapidés. A Adana, quatre Arméniens furent tués, dont une vieille femme. A Mersine, plusieurs Arméniens et chrétiens furent pendus. Une société secrète turque, la société de la « Vengeance nationale », est déjà en voie d'organisation.

Je dois dire encore un mot sur le côté musulman de la question. Quelque chose peut-il enflammer davantage le fanatisme musulman que le programme que, apparemment, certains pays chrétiens d'Europe organisent, à savoir que les troupes grecques doivent évacuer l'Anatolie et que les troupes kémalistes doivent prendre leur place ? Tout musulman fanatique sera en droit de dire que cette Turquie affaiblie et défaite qui

s'était mesurée contre les Alliés victorieux a eu finalement raison d'eux tous et envoyé son armée triomphante piétiner à Smyrne le cadavre des Grecs et des amis des grandes puissances. D'après tous les Arméniens que j'ai consultés, le sort de l'Arménie est indissolublement lié au sort de la Grèce. Je crois que notre avenir dans le Proche-Orient est indissolublement lié à une Grèce forte et amie. Je sais que c'est là une opinion qui est partagée dans des milieux beaucoup plus hauts que ceux auxquels je peux atteindre. Quiconque étudie la géographie du Proche Orient verra que la Grèce est le pays qui monte et la Turquie celui qui descend. La Grèce est une nation commerciale. Elle est entourée d'un grand nombre d'îles dont chacune peut être transformée en un nid venimeux de sous-marins destructeurs de nos communications. Ce serait faire bon marché de notre sécurité en Orient que de ne pas vouloir une Grèce forte et amie.

Quant aux Arméniens, je fatiguerais cette Chambre si je recommençais le récit tant de fois répété des promesses faites par les hommes d'Etat et par les puissances de l'Europe aux Arméniens durant la guerre. Sur la base de ces promesses, nous avons fait former des armées aux Arméniens, nous leur avons fait défendre quelques parties les plus dangereuses du front et ils ont aidé à quelques-unes des victoires en Orient, auxquelles nous avons dû notre grande victoire en Occident. Les promesses faites aux Arméniens pendant soixante ans rempliraient des volumes du *Journal officiel*. De vieux politiciens, comme moi, peuvent se souvenir de l'agitation qui, dans ce pays, se répandit comme un feu de prairie, lorsque Gladstone, dénonça les massacres arméniens. C'était le plus puissant appel à la noblesse, à l'amour de la justice et à la détestation

de la cruauté qui ait jamais été fait par aucun homme d'Etat en ce pays. Quel en a été le résultat ? Près de quarante ans après que Gladstone eut lancé son grand appel pour la protection des Arméniens, plus d'un million d'entre eux ont été massacrés, et quel est le genre d'argument que l'on entend formuler contre une demande de garanties adéquate pour prévenir de nouvelles boucheries ? Quelqu'un, avec des gestes de comédien, et même de bas comédien, se lève dans cette Chambre et décrit les Grecs et les Arméniens comme une racaille sans intérêt. Ce n'est peut-être pas ce qu'il a dit, mais c'est ce qu'il a pensé.

Je voudrais bien savoir combien d'Arméniens et de Grecs, ceux qui parlent ainsi ont jamais rencontrés dans leur vie ? J'en ai rencontré énormément au cours de mon existence, et chaque fois que je me suis trouvé dans de petites réceptions organisées par les Arméniens, je me suis trouvé au milieu de « gentlemen » cultivés et de femmes aussi nobles, intelligentes et bien élevées que dans les meilleures demeures anglaises. Lorsque je les rencontrai, une autre vision assaillait immédiatement mon esprit ; celle d'hommes également intelligents et de femmes également pures donnés en holocauste aux soldats turcs, aux gendarmes turcs et aux masses des hordes à demi civilisées de l'Asie Mineure. Je ressens cela si violemment, que je vois positivement rouge lorsque, dans ce grand temple de justice humaine et de liberté humaine, j'entends des hommes parler de livrer aux hyènes des hommes chrétiens, des femmes chrétiennes et de petits enfants chrétiens, aussi chers à leurs proches que nous le sont les nôtres et dignes du même respect que nous réclamons pour les nôtres.

Où en sommes-nous, après les promesses enregistrées

dans le traité de Sèvres et que les Turcs ont acceptées dans le traité de Sèvres ? Voici l'article 88 de ce traité :

« La Turquie, d'accord avec l'acte déjà fait des « Puissances alliées, reconnaît l'Arménie comme un « Etat libre et indépendant. »

Où est la liberté maintenant ? Où est l'indépendance ? La Cilicie, vidée de presque toute sa population ; une grande portion du territoire arménien reprise par les Russes, et des menaces de massacres partout. Or, l'Arménie est la race qui tient les avant-postes de la chrétienté dans l'Europe orientale. Ce fut la petite nation — jadis une grande et puissante nation — qui se tint à la poterne de l'Orient, contre les hordes de sauvages asiatiques et de païens qui s'avançaient. Quant à la Grèce, sa culture est dans l'esprit de tout homme éduqué de ce pays. Elle continue à tenir sa position intellectuelle et spirituelle sans rivale et incomparable dans les chroniques de l'humanité. Phidias supporte la comparaison avec les plus grands de nos sculpteurs ; Homère est sur un piédestal aussi haut que celui de Shakespeare ; Platon et Aristote sont égaux aux plus modernes œuvres de style et de philosophie. Avec cette grande culture et ces grandes traditions derrière eux, je crois que les Grecs et les Arméniens apporteront la paix, la justice et l'égalité des droits partout où ils iront et je rejette sur tout homme, qui s'oppose à leur résurrection et à leur libération, la responsabilité de la folle effusion de sang qui résultera d'une désastreuse politique.

Le discours de M. T. P. O'Connor résumait, avec toute la force que donne la simple bonne foi, les grandes lignes de la question d'Orient. Il n'est pas

d'arguments sérieux susceptibles de lui être opposés. Le gouvernement britannique, dans un souci d'entente interalliée, demeura pourtant sur la réserve. La Conférence de Paris, préoccupée plus encore des répercussions occidentales de ses décisions que du problème oriental lui-même, aboutissait aux propositions que l'on sait, marquant un stade nouveau et grave dans la politique de concessions croissantes au gouvernement insurrectionnel d'Angora. Le kémalisme y vit la preuve qu'on redoutait sa force et y puisa un encouragement à poursuivre l'extermination des chrétiens, moyen radical de résoudre la question des minorités.

Le cri des victimes, livrées ainsi sans défense à leurs bourreaux, fut long à être entendu. Les faits signalés étaient si monstrueux qu'ils trouvaient à peine créance. On ne comprit l'exactitude de ces plaintes angoissées que lorsque des témoignages neutres vinrent les confirmer.

Appel de l'Archevêque de Canterbury

L'écho des atrocités commises par les Turcs contre les chrétiens d'Asie Mineure ne fut réellement entendu qu'au début de cette année en Angleterre.

Le 3 mai, à l'assemblée annuelle du clergé anglican, l'*Archevêque de Canterbury*, primat d'Angleterre, exprimait des craintes sur le sort des chrétiens d'Orient et l'Evêque de Londres demandait une action auprès des pouvoirs publics.

D'après le compte rendu du *Times* du 4 mai 1922, l'Archevêque de Canterbury attira l'attention sur la situation des minorités chrétiennes en Orient, résultat de ce qu'on a appelé le « réajustement » d'après-guerre. Il dit que le sentiment anglais de solidarité chrétienne donnait à l'Angleterre une responsabilité particulière en ce qui concerne ces populations qui ont souffert et souffrent encore à l'heure actuelle pour leur foi. Le Premier Ministre et le Ministre des Affaires étrangères avaient exprimé avec conviction et sincérité leur sentiment au sujet des droits de ces populations et de la responsabilité de l'Angleterre à leur égard. Ils ont dû avouer — et c'est là le côté humiliant de la question — qu'on n'était pas en mesure de tenir les promesses qui leur avaient été faites pendant la guerre. La plupart des gens conviendront que *la véritable cause de cet état de choses est le retard apporté à l'exécution des traités avec la Turquie.* On attendait l'aide américaine, mais elle n'est jamais venue. *Il est lamentable de penser à ces chrétiens d'Asie Mineure dont les appels à l'aide ne cessent d'affluer par télégramme.* La situation est extraordinairement

difficile, et, plus on l'étudie, plus on est perplexe sur la façon d'intervenir pratiquement. Il y a les chrétiens disséminés dans toute l'Asie Mineure, puis les groupements importants d'Arméniens de Cilicie dans le Sud et dans la région appelée parfois Arménie, mais connue aujourd'hui sous le nom de Erivan, dans la partie Nord-Est de l'Asie Mineure. Cette région a toujours été considérée comme celle où les Arméniens se fixeraient. La situation était déjà assez difficile auparavant, mais elle est terriblement compliquée maintenant que le pays est sous le régime bolcheviste. Il y a aussi les chrétiens d'Assyrie. L'église anglicane désirait faire savoir au Gouvernement qu'il trouverait ici tout l'appui possible s'il s'efforçait de trouver une solution aux difficultés inextricables qui se présentent pour tenir les promesses faites à ces populations. La question est urgente.

L'évêque de Londres proposa une résolution invitant l'archevêque de Canterbury à insister auprès du Gouvernement sur l'importance vitale de la mise à exécution absolue des accords internationaux actuellement à l'étude et *des promesses maintes fois répétées concernant la protection des minorités chrétiennes de l'Empire Ottoman.* La résolution indique l'accueil favorable fait à l'assurance donnée par le Gouvernement que la Société des Nations serait invitée à coopérer à cette question.

Cette résolution fut adoptée à l'unanimité.

A la Chambre des Communes

Les amis des Turcs, sentant le danger, prenaient immédiatement l'offensive. Le lendemain, 4 mai, le vicomte *St. David's* (qui appartient au Conseil d'administration de la Banque Impériale ottomane) demandait si le Gouvernement avait quelques renseignements précis concernant l'incendie de certains villages turcs dans la zone de la voie ferrée de Smyrne-Aidin, et également dans la zone de la voie ferrée de Smyrne-Cassaba, depuis l'occupation grecque, et concernant l'imputation aux soldats grecs de l'incendie, dans la nuit du 14 au 15 février, de la mosquée d'un village turc aux environs de Kiosk, contenant une foule nombreuse d'hommes, de femmes et d'enfants turcs. Il croyait comprendre que 50 ou 60 villages dans la zone de la voie ferrée Smyrne-Aidin, et quelque 300 ou 400 villages dans la zone de la voie ferrée Smyrne-Cassaba auraient été détruits par les Grecs.

Lord Crawford lui répondait que les Affaires Etrangères avaient reçu des renseignements au sujet d'une mosquée incendiée près de Kiosk, et de la prise du village musulman de Karatepe, le 14 février, par un détachement grec composé de soldats et de civils. Le village aurait, paraît-il, été tenu par une bande de quinze Turcs faisant partie de la suite d'un brigand turc notoire. Après un combat d'une heure, les Grecs auraient pénétré dans le village et l'auraient détruit, incendiant la mosquée où se trouvaient un certain nombre de villageois, dont cent cinquante environ auraient péri. Aucune confirmation de ces faits n'a été reçue.

En ce qui concerne la zone du chemin de fer de Aidin à Smyrne, le Gouvernement a été informé, en décembre 1921, qu'un certain nombre de petits villages dans la vallée du Petit Méandre ont été brûlés par les Grecs après un combat, mais on n'a reçu aucune indication sur le nombre de ces villages ou les pertes en vies humaines. Il avait été proposé de placer cette région sous le contrôle d'officiers britanniques, mais aucune des puissances belligérantes n'ayant manifesté ses désirs à cet égard, il a paru douteux que cette proposition soit bien accueillie.

D'autre part, *Lord Winterton*, au cours de cette même séance du Parlement, répondant à une question posée par Sir *J.-D. Rees*, au sujet de l'évacuation par les Italiens de la vallée du Méandre, et de son occupation par les forces grecques, a déclaré que *les seules accusations de cruauté se rapportant à cette opération étaient contenues dans une note du Gouvernement d'Angora aux Gouvernements alliés*, datée du 22 avril, dans laquelle elles étaient mises en avant comme arguments en faveur de la demande d'évacuation par les Grecs du district de Smyrne, préalablement à l'acceptation par les Turcs des propositions de paix des Alliés. Cette proposition comportait une répudiation du programme de Paris et était inacceptable. *Les accusations n'étaient en aucune façon confirmées par les renseignements que possédaient les autorités britanniques ou italiennes à Constantinople, et il ne paraissait pas matériellement possible que le Gouvernement d'Angora ait eu connaissance de la situation du district en question au moment où sa note fut envoyée.* D'autre part, *Lord Winterton avait entendu dire officiel-*

lement qu'après l'évacuation par les Italiens de la vallée du Méandre, et avant l'arrivée des troupes grecques, des centaines de Grecs de la population civile, hommes et femmes, avaient été emmenés par les Turcs comme otages.

Le 10 mai, M. *T.-P. O'Connor* demandait au ministre de la Justice si son attention avait été attirée sur le rapport du commandant *Yowell*, membre du Comité de Secours américain en Orient et directeur de la section de Karput, rapport dans lequel il expose le traitement infligé aux chrétiens par les Turcs dans cette région; si le ministre avait des renseignements officiels établissant que *sur les trente mille déportés grecs, cinq mille étaient morts avant d'arriver à Karput, et cinq mille autres moururent à Karput ou à l'ouest de cette localité, les enfants des déportés morts furent abandonnés sans secours, et les femmes et les enfants réfugiés emmenés par les Turcs pour être employés à leur service;* et si des mesures énergiques seraient prises immédiatement par les Alliés pour protéger les minorités chrétiennes en Turquie.

M. *Chamberlain* répondit : « J'ai vu l'exposé en question et le haut commissaire de Sa Majesté à Constantinople a reçu des instructions demandant un rapport à ce sujet. *Tous les renseignements que possède le Gouvernement confirment en général l'exactude des déclarations du commandant Yowell.* Les Alliés ne sont malheureusement pas à même de prendre des mesures efficaces pour protéger les minorités dans les territoires qui sont aux mains des kémalistes, mais les garanties pour la protection des minorités font partie intégrale des propositions de paix qu'ils ont soumises. »

Un terrible récit

Le débat allait prendre une plus grande ampleur. Le 15 mai, le correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* publiait un récit qu'il qualifiait de *terrible*.

« Je suis certain, écrivait-il, que lorsque le compte-rendu des scènes qui se sont déroulées dernièrement en Asie Mineure derrière les lignes kémalistes sera connu, comme il le sera sous peu, ce récit fera courir un frisson d'horreur à travers le monde civilisé, si las soit-il des récits d'atrocités dont il a été abreuvé depuis huit ans. Tout ce qui a été dit déjà par les membres de la Commission américaine de secours en Orient, qui viennent d'être expulsés par le Gouvernement d'Angora de l'intérieur de l'Anatolie, a suffi pour soulever un mouvement d'indignation dans les milieux anglais et américains à Constantinople, à Londres et à Washington. *Leurs témoignages ne sont pas des témoignages de sujets grecs, arméniens ou même alliés contre les Turcs. Ce sont des témoignages de sujets neutres et indépendants, et qu'on est en train de compléter actuellement au moyen de renseignements recueillis de source également sûre et impartiale.* Les détails qui vont suivre, provenant de source sûre, sont un résumé bref, sec, mais implacable, de quelques-unes des preuves parvenues à Londres.

A ce que j'ai compris, la question va être soulevée au Parlement au cours de cette semaine, et le Gouvernement britannique pourra alors faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour sauver ce qui peut encore être sauvé des populations non

turques en Asie Mineure. Je crois que la question sera également discutée au Sénat de Washington, et qu'un appel sera adressé comme il doit l'être — et comme il aurait dû l'être plus tôt — au monde civilisé tout entier, pour lui demander de coopérer à l'œuvre de sauvetage. Tous ceux qui connaissent la grandeur d'âme et l'amour de l'humanité qui caractérisent *le marquis Curzon* ne seront pas étonnés si le ministre des Affaires Etrangères revenait à Londres, en dépit de sa récente et pénible maladie, plus tôt qu'il ne l'avait pensé à l'origine, si la Chambre des Lords devait s'intéresser une fois de plus à une cause qu'il a tant à cœur.

Le compte rendu en question est le suivant :

Les déportations et les massacres actuels en Asie Mineure sont sans précédent dans l'histoire de la Turquie. Ils dépassent comme importance ceux de l'époque de Gladstone, et même ceux qui eurent lieu en 1915. ILS NE SONT PAS ISOLÉS, MAIS SYSTÉMATIQUES, AYANT POUR SEUL MOBILE L'EXTERMINATION COMPLÈTE DES RACES CHRÉTIENNES. *Ils ont été intensifiés et ont augmenté au cours des dernières semaines, depuis qu'il a été question d'armistice et de protection des minorités aux termes du traité de paix. Un fonctionnaire kémaliste important a déclaré récemment* QU'AU MOMENT DE LA PAIX IL NE DEVRAIT PLUS RESTER DE MINORITÉS A PROTÉGER, *et que l'erreur commise en* 1915, EN NE SUPPRIMANT PAS UNE FOIS POUR TOUTES LA CHRÉTIENTÉ EN TURQUIE ET LES CHRÉTIENS, *devait bien aujourd'hui être réparée. Les déportations qui se poursuivent actuellement se font sur tout le territoire occupé par les kémalistes, depuis la côte Pontique, près du Cau-*

case, au nord-est, jusqu'à Adalia, dans le sud-ouest.

Les méthodes d'extermination sont raffinées et sont doubles. Pour en donner des exemples concrets, toute la population grecque mâle de Trébizonde et de son hinterland a été dernièrement prise, incorporée dans des bataillons dits « bataillons de travailleurs » et envoyée dans des localités éloignées comme Kars et Sarakamysch. Les hommes plus âgés, les femmes et les enfants de la même région et de la même race, après avoir été rassemblés dans le voisinage de Amasia, ont été amenés à pied à Césarée, par Sivas, puis ramenés, toujours à pied, et finalement envoyés à Karput et Diarbekir, où les observateurs civilisés perdent leur trace. Les plus mauvais mois, quand les montagnes de l'Anatolie étaient couvertes de neige, furent choisis pour ces marches. La majorité des déportés périrent de froid, exténués par la marche, évitant ainsi à leurs bourreaux le massacre direct. Sur une petite portion de la route un témoin digne de foi a compté 1.500 *cadavres,* 2.000 *sur une autre.*

La vie des citoyens indépendants, membres du Comité américain d'assistance, hommes et femmes, a été pleine de privations physiques et d'angoisses morales. Bien qu'ayant été autorisés à l'origine par les kémalistes à soigner les malades, les orphelins et les indigents, *l'opposition systématique de la part des autorités civiles et militaires turques les a empêchés d'accomplir plus de la huitième partie — environ — de la tâche pour laquelle ils s'étaient préparés et équipés dans un esprit admirable.* Ils ont été traités comme des espions et des prisonniers. Les journaux et les revues qui leur étaient adressés ont été inter-

ceptés; leur correspondance privée a été censurée, retardée, égarée. On leur a refusé toute liberté d'action. Les permis de circulation en dehors de la ville ou des limites du district leur étaient soit refusés, soit accordés au bout d'un si long délai, qu'*il rendait vains leurs efforts pour étendre leur sphère d'action.*

Toutes tentatives à cet égard, en particulier dans le cas des Grecs ottomans, ont été systématiquement entravées par tous les moyens imaginables, soit directs, soit indirects. Dans plusieurs zones, il leur a été interdit de s'occuper des enfants dont les parents déportés, soit Grecs, soit Arméniens, avaient succombé pendant la marche. On leur défendit également de visiter les camps sinistres où les déportés passent une nuit pendant leur interminable marche. A diverses reprises, sous prétexte de nécessité militaire, les membres de la mission américaine ont été expulsés de chez eux, leurs automobiles, l'essence, les pneumatiques, leurs instruments agricoles et même leurs moulins à grain ont été réquisitionnés sans avis. *On leur a imposé par la violence des contributions sur leurs habitations, leur terre, leurs magasins, même sur leurs hôpitaux et les récoltes faites par les orphelins pour les orphelinats.* Bien entendu, de temps à autre, *quand la visite d'un étranger de marque était attendue dans un centre kémaliste de prisonniers,* — que ce soit pour des raisons politiques, médicales ou commerciales, — *on faisait montre de leur bon traitement, et tout ce qu'il y avait de vêtements disponibles dans les environs était réquisitionné pour la circonstance, les tailleurs de la localité mis à contribution pour procurer des vêtements neufs aux victimes en loques et à demi nues. Ces*

procédés expliquent les rapports relativement modérés reçus si souvent par les fonctionnaires alliés et américains à Constantinople de visiteurs de ce genre au sujet de la situation en Anatolie.

Déclaration de M. Chamberlain

Le jour même avait lieu à la Chambre des Communes un débat où M. *Chamberlain* déposait devant le Parlement les éléments parvenus à la connaissance du gouvernement. Cette importante déclaration a révélé que le Gouvernement britannique était en train d'intervenir en vue de protéger les minorités chrétiennes en Asie Mineure contre *la politique turque d'* « EXTERMINATION DÉLIBÉRÉE ». Le Gouvernement britannique a invité les Gouvernements des Etats-Unis, de la France et de l'Italie à donner des instructions à leurs hauts commissaires respectifs à Constantinople d'avoir à envoyer chacun un fonctionnaire responsable, avec un fonctionnaire britannique, à Trébizonde, et de là vers l'intérieur, en vue de s'y livrer à des enquêtes au sujet de la continuation des atrocités commises envers les populations grecques sous la domination turque. Le télégramme contenant cette requête a été envoyé, mais, au moment de la déclaration de M. Chamberlain, les réponses n'étaient pas parvenues.

Une telle enquête ne pouvait naturellement être poursuivie qu'avec la permission du gouvernement d'Angora, et, si cette permission était refusée, M. *Chamberlain* déclara que le Gouvernement britannique aurait à revenir sur son attitude concernant les présentes propositions de paix avec la Turquie.

Le leader de la Chambre donna lecture de deux

télégrammes du *Dr Ward*, le chef de l'*American Relief Fund* (Fonds Américain d'Assistance), donnant un compte rendu affreux de la condition des Grecs du district de Trébizonde et autres. *Le plan de campagne turc est de chasser les déportés sans nourriture sur les routes et dans les montagnes, où ils périssent en grand nombre, et on dit que* QUINZE CENTS CADAVRES ONT ÉTÉ DÉCOUVERTS A LA FONTE DES NEIGES LE LONG D'UNE ROUTE. *L'opinion de l'American Relief Fund est que les Turcs hâtent à dessein leur œuvre d'extermination avant de conclure la paix avec les puissances occidentales.*

Ce récit a éveillé la sympathie de la Chambre, et le vœu de M. *Chamberlain*, exprimant l'espoir que les autres puissances joindraient leurs efforts à ceux de ce pays pour sauver ce qu'il reste de cet infortuné peuple, a été chaleureusement accueilli. Mais les difficultés d'obtenir une action efficace sont bien évidentes pour ceux qui se souviennent encore d'efforts antérieurs faits dans le même but à la fin du siècle dernier.

M. T. P. O'*Connor* demande à M. *Chamberlain* si — après confirmation du rapport que *les Turcs d'Asie Mineure ont assassiné dix mille Grecs, et se sont ensuite emparés de leurs veuves et de leurs filles pour les transférer dans les harems, laissant leurs enfants mourir de faim*, — des représentations avaient été faites aux autorités kémalistes ou aux autorités de Constantinople, faisant ressortir les effets que de telles atrocités auraient forcément sur les futures décisions des puissances en ce qui concerne les relations à venir de la Turquie et de la Grèce, et particulièrement en ce qui concerne la demande des kémalistes au sujet de l'évacuation de

l'Asie Mineure par les troupes grecques. Il demande également si des remontrances ne seraient pas envoyées immédiatement aux autorités turques, au cas où cela ne serait pas déjà fait.

A quoi M. *Chamberlain* répondit :

« Nous avons reçu confirmation des déclarations contenues dans le récent rapport du commandant *Yowell*, rapport auquel je présume que mon éminent collègue fait allusion. Avec la permission de la Chambre, je vais donner lecture de deux télégrammes du haut commissaire de Sa Majesté britannique à Constantinople à ce sujet, datés du 10 courant :

« J'ai eu une entrevue prolongée avec le Dr *Ward* de la *Near East Relief Commission* (Commission de Secours en Orient), qui vient d'arriver de Karput, qu'il a quitté le 15 mars. Il corrobore les déclarations contenues dans le télégramme de Constantinople publié dans le *Times* du 5 mai, au sujet du traitement des minorités.

« *Il semble que les Turcs mettent en œuvre* UN PLAN D'ACTION DÉLIBÉRÉ POUR SE DÉBARRASSER DES MINORITÉS. *Leur méthode a consisté à rassembler à Amasia les Grecs ottomans de la région comprise entre Samsoun et Trébizonde. Ces Grecs sont conduits à pied, par Tokat et Sivas, jusqu'à Césarée et retour, jusqu'à ce qu'on les envoie éventuellement, par Karput, vers l'Est. De cette façon, un grand nombre des déportés meurent en route par suite des privations et du manque d'abri.* LES TURCS PEUVENT DIRE QU'ILS N'ONT PAS LITTÉRALEMENT TUÉS CES RÉFUGIÉS, MAIS L'ON PEUT ÉTABLIR UNE COMPARAISON AVEC LA MANIÈRE DONT LES TURCS SE SONT AUTREFOIS DÉBARRASSÉS DES CHIENS DE

CONSTANTINOPLE, EN LES DÉBARQUANT SUR UNE ILE, OU ILS PÉRIRENT DE FAIM ET DE SOIF.

« *Un grand nombre de déportés, à destination de Van et de Bitlis, ont passé par Karput entre juin et décembre de l'année passée. Maintenant que le printemps est arrivé, ces déportations ont recommencé. Une fois que ces hordes ont dépassé Diarbekir, qui est le dernier poste américain de secours, les Américains en perdent toute trace, mais le Dr Ward ne doute guère que beaucoup de ces déportés ne meurent dans les montagnes à l'est de ce point. Les Turcs choisissent de préférence les températures hivernales pour chasser ces déportés dans les montagnes. On n'a pas permis à l'American Near East Relief de donner asile aux enfants dont les parents avaient succombé en route. Ces enfants étaient chassés plus loin avec les autres déportés. Le Dr Ward lui-même, en décembre de l'année passée,* COMPTA 150 CADAVRES SUR LA ROUTE ENTRE KARPUT ET MALATIA. *Un de ses collaborateurs* VIT ET COMPTA 1.500 CADAVRES SUR LA ROUTE DE KARPUT; 2.000 *déportés ont succombé en route à l'est de ce point.* LES DEUX TIERS DES DÉPORTÉS GRECS SONT DES FEMMES ET DES ENFANTS. *Actuellement de nouveaux crimes de déportation recommencent en tous les points de l'Asie Mineuse, des ports septentrionaux au district du Sud-Est.*

« Le fonctionnaire turc à la tête du Département de l'Instruction Publique à Karput dit au Dr *Ward* — pour démontrer l'insuffisance des méthodes turques — qu'*en* 1915 *les Turcs n'avaient pas fait un nettoyage intégral par les massacres;* IL DÉCLARA QUIA LA PROCHAINE FOIS, LES TURCS AURAIENT SOIN DE FAIRE LEUR TRAVAIL CONSCIENCIEUSEMENT.

« Le Dr *Ward* confirme la déclaration faite, en janvier dernier, par le *Signor Tuozzi* que LA POLITIQUE SYSTÉMATIQUE DES TURCS EST D'EXTERMINER LES MINORITÉS. *Il considère qu'ils augmentent leur activité à ce sujet avant le règlement de la paix, et il déclare que* SI DES MESURES NE SONT PAS PRISES BIENTOT, LE PROBLÈME SERA SOLUTIONNÉ PAR LA DISPARITION DES MINORITÉS.

« MON OPINION SE CONFIRME QUE LES PROTESTATIONS TURQUES QUE L'ON REÇOIT EN CE MOMENT AU SUJET DE PRÉTENDUS EXCÈS GRECS SONT DESTINÉES A DÉTOURNER L'ATTENTION DES ATROCITÉS TURQUES.

« Un autre Américain d'une honorabilité reconnue, qui est venu ici avec le Dr *Ward*, déclare que le Dr *Gibbons*, ex-professeur à *Robert College*, qui vient de visiter le front grec, et est allé dans les lignes turques, rapporte que LES GRECS SE SONT BIEN CONDUITS DANS LES SECTEURS AFION-KARA-HISSAR (AIDIN), ET ÉGALEMENT QUE LES POPULATIONS MUSULMANES SEMBLENT TOUT A FAIT SATISFAITES DE LA LÉGISLATION GRECQUE DANS CES DISTRICTS. »

Le second télégramme, poursuit M. *Chamberlain*, est le suivant :

« *De plus amples informations dignes de foi, reçues de membres de l'Assistance Américaine, datées du 25 avril, signalent que* TOUTE LA POPULATION GRECQUE MALE, A PARTIR DE L'AGE DE QUINZE ANS, DU DISTRICT DE TRÉBIZONDE ET DE SON HINTERLAND EST SOUMISE A LA DÉPORTATION, *vraisemblablement pour être enrôlée dans les bataillons d'ouvriers à Erzeroum, Kara et Sara Kamisch.*

« *Depuis les propositions d'armistice, il y a eu une recrudescence notable de ces déportations, qui sont*

effectuées dans des conditions épouvantables de privation et comprennent à présent des employés de banque et autres, dont la situation les en avait jusqu'à présent exemptés.

« *Il y a un grand nombre de femmes et d'enfants chrétiens dans la plus grande détresse à Trébizonde, qui ont été chassés de leurs villages.*

« J'ai également reçu d'autres rapports, datant de septembre 1921, au sujet de *déportations d'Arméniens de Zeitoun.* »

Ici finit le second télégramme.

Les Turcs, poursuit M. *Chamberlain*, ont été avertis à maintes reprises que *ces atrocités, qui ont été commises presque continuellement depuis sept ans*, influeraient défavorablement sur l'opinion publique des Alliés et sur la politique des Alliés, et ainsi que Sir J. *Norton Griffiths* en a été informé le 4 courant, des protestations répétées leur ont été adressées. *Ces avertissements et ces protestations, néanmoins, sont demeurés sans effet.* Le Gouvernement de Sa Majesté, qui, dans le texte de paix projeté, assume une sérieuse responsabilité en ce qui concerne la protection future de ces minorités, ne peut pas permettre que ces rapports ne soient pas vérifiés, ou que ces incidents se reproduisent sans qu'on les réprime. Il a donc proposé aux Gouvernements français, italien et américain un plan d'action commune, que je ne puis mieux expliquer que par la lecture des instructions suivantes, qui ont été télégraphiées vendredi dernier au haut commissaire de Sa Majesté à Constantinople :

« Les renseignements transmis par vous comme émanant principalement de membres de l'Assistance Américaine RÉVÈLENT UNE SI DOULOUREUSE SUITE DE PRATIQUES BARBARES ET CRUELLES EXERCÉES

PAR LES TURCS D'ANGORA FAISANT PARTIE D'UNE POLITIQUE SYSTÉMATIQUE D'EXTERMINATION DES MINORITÉS CHRÉTIENNES D'ASIE MINEURE, que le Gouvernement de Sa Majesté qui, dans le texte de paix projeté assume une sérieuse responsabilité en ce qui concerne la protection future de ces minorités, ne peut pas permettre que ces rapports ne soient pas vérifiés ou que de tels incidents se continuent sans qu'on les réprime. Je fais part aux ambassadeurs français, italiens et américains de notre opinion, en vue de nous assurer leur collaboration dans les mesures que je propose, et je leur demande de prier leurs gouvernements respectifs d'envoyer des instructions à leurs hauts commissaires à Constantinople d'agir de concert avec vous. Ma proposition — ceci est, bien entendu, un télégramme du ministre des Affaires étrangères — est que chacune des quatre puissances députe immédiatement un représentant choisi avec soin à Trébizonde, ou tel port de la mer Noire qui sera le plus convenable dans ce but, en vue de se rendre de là à tels points de l'intérieur qui pourraient les mettre le mieux à même de procéder aux enquêtes nécessaires. Il faudra demander la permission des autorités d'Angora et des facilités. Il sera difficile à ce gouvernement de refuser des facilités, étant donné qu'il allègue soit que les massacres et les déportations n'ont pas eu lieu, soit qu'ils ont été provoqués par la conduite des Grecs et autres minorités intéressées. Toutefois, si l'autorisation était refusée, le Gouvernement de Sa Majesté aurait à revenir sur son attitude envers les propositions de paix qui, évidemment, ne pourraient être poursuivies avec quelque chance de succès dans les conditions que j'ai décrites. IL EST INCONCEVABLE QUE L'EUROPE PUISSE CONSENTIR A RENDRE A LA

DOMINATION TURQUE, SANS LES PLUS STRICTES GARANTIES, DES POPULATIONS QUI SERAIENT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TRAITÉES DE LA FAÇON DÉCRITE PAR DES TÉMOINS AMÉRICAINS COMPÉTENTS, DONT LES RAPPORTS SONT D'AILLEURS CONFIRMÉS PAR DES RENSEIGNEMENTS DE SOURCE INDÉPENDANTE QUI SONT EN NOTRE POSSESSION. »

Nous avons pensé, ajoute M. *Chamberlain*, que la Chambre devait être mise en possession de ces télégrammes le plus tôt possible, et je crois que la Chambre trouvera que, malgré leur longueur, j'ai bien fait de les lire. »

Lord R. Cecil demande si, afin d'éviter les délais, le Gouvernement laisserait entendre que, au cas où les Alliés de la Grande-Bretagne ne seraient pas prêts à se joindre à elle, elle agirait pour son compte et si le Gouvernement envisagerait l'opportunité d'envoyer des représentants similaires dans la région de Smyrne, où il était probable que des représailles contre les Turcs pourraient facilement avoir lieu ?

M. *Chamberlain* demanda qu'on prît note de cette question.

Sir J. D. Rees demanda si son éminent collègue savait que les Turcs allèguent qu'on ne les a pas entendus, et que le principal intéressé (le commandant *Yowell*) avait été déporté d'Anatolie pour avoir été compromis dans l'incitation à la rébellion des Grecs de cette région contre les Turcs et déclarent que des renseignements seraient reçus montrant que les massacres n'avaient pas eu lieu, ou étaient loin d'avoir la portée qu'on leur prêtait. Les Turcs demandent à ce qu'on n'admette pas les faits comme prouvés, par une enquête qui doit être considérée un peu comme *ex parte*.

M. Chamberlain. — Si tels sont les arguments du Gouvernement d'Angora, il est clair qu'il ne peut que bien accueillir une enquête impartiale des puissances.

Mr. T. P. O'Connor demande si le bruit est confirmé sélon lequel des consultations ont déjà eu lieu entre les Affaires étrangères et le représentant de l'Amérique dans ce pays.

M. Chamberlain répondit qu'il n'est pas de pays dont la coopération serait mieux accueillie que celle de l'Amérique.

Mr. Mills demande si l'initiative émane de l'Amérique où le Ministre de l'Agriculture de l'Etat de New-York avait répandu à la grosse *des photographies des milliers de cadavres découverts par la fonte des neiges.*

« Je ne sache pas, dit *M. Chamberlain*, que l'initiative vienne des Etats-Unis. J'espère qu'ils se joindront à nous. »

Nouveaux témoignages

Le lendemain 16 mai, le correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* complétait les informations de la veille en publiant quelques passages de lettres écrites par un Américain connu et digne de foi, qui a travaillé avec la Croix-Rouge et d'autres œuvres philanthropiques, et se trouvait récemment encore en Anatolie. En voici quelques extraits :

« Après deux jours passés dans le Golfe de..... on nous permet de débarquer à ..... et alors commença notre inoubliable voyage à l'intérieur du pays. Nous passâmes la première nuit à ..... et le personnel héroïque nous fit le récit des journées tragiques qu'ils avaient vécues quelques jours auparavant. Plus tard, nous apprîmes que *les mêmes horreurs avaient été commises dans de nombreux villages. Le jour suivant, sur un parcours de* 118 *milles environ, nous suivîmes une chaîne humaine ininterrompue* : bandes de recrues ou de prisonniers, caravanes de canons, de munitions ou de ravitaillement, mais *pour la plus grande partie composée de réfugiés ou de déportés, de femmes misérables, souffrant et en haillons, de vieillards et de petits enfants,* D'INNOMBRABLES BÉBÉS SUR LES BRAS, *se traînant ou errant à travers les plaines brûlées, puis franchissant les chaînes de montagnes pour redescendre de nouveau à travers des mille et des mille de plaines désertes. C'est la répétition des scènes les plus terribles de* 1915, *excepté qu'aujourd'hui* C'EST LA RACE GRECQUE TOUTE ENTIÈRE QUI SOUFFRE, *bien que* DANS

CERTAINES RÉGIONS LES DEUX RACES SOIENT EN TRAIN D'ÊTRE LITTÉRALEMENT EXTERMINÉES.

« *Le temps ne pourra jamais effacer de ma mémoire ce que j'ai vu de mes propres yeux ce jour là.* J'AURAIS VOULU POUVOIR, PAR UN MIRACLE, ME FAIRE ENTENDRE DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS CAPABLES D'UN PEU D'AFFECTION ET DE SYMPATHIE, POUR LEUR DIRE LA SITUATION DE CES MALHEUREUSES POPULATIONS TORTURÉES ET AGONISANTES. Sûrement l'Amérique n'en a pas été instruite, l'Amérique ne peut pas savoir, car, si elle savait, aucun sacrifice d'argent, de temps, de vies humaines (d'opinions politiques mêmes) ne lui coûterait et serait librement consenti. S'il m'était donné de pouvoir raconter cette seule journée au monde civilisé, ni les fonds, ni les travailleurs ne feraient défaut. *J'ai la conviction que nous avons tous un rôle à jouer dans une telle cause et nous sentons pleinement la gravité de notre responsabilité si l'on répond à notre confiance.* Nous ne pouvons faire autre chose que de vouer notre vie à cette œuvre et il faut que tous ceux qui sont restés chez eux nous soutiennent. Il faut que vous compreniez que nous, qui sommes ici, voyons et comprenons la situation qui peut changer et change en effet parfois du soir au matin.

Si nous devons avoir les mains liées, faute des subsides et de l'appui moral qui sont absolument nécessaires, il en résultera un inutile gaspillage de vies de citoyens américains et d'argent américain et sans aucun doute l'*extermination à peu près complète de deux races magnifiques.* Si nous devons assister impassibles à l'extermination d'humains, comme s'il s'agissait d'un troupeau de bétail et si des citoyens de la libre Amérique doivent — alors qu'ils sont supposés avoir la confiance, continuer à être traités comme des

espions, toute espèce de considération leur étant refusée, — je vous prierai d'accepter ma démission et de m'autoriser à retourner en Amérique où je pourrai crier la vérité et accomplir également quelque chose pour réunir les subsides permettant de subvenir aux besoins infiniment plus grands que le public en Amérique ne peut le supposer à l'heure actuelle.

« .....*X a reçu l'interdiction absolue de secourir la population grecque* et, bien que nous l'ayons fait en cachette, je n'ai pas encore obtenu l'autorisation de le faire officiellement. *Il y a trois jours, j'ai prié qu'on m'accorde la permission d'ouvrir un orphelinat grec et de secourir les femmes grecques malades et affamées exilées ici, mais n'ai pas même reçu de réponse. Nous ne sommes pas davantage autorisés à visiter les camps d'exilés où les déportés passent une nuit lorsqu'ils traversent ce pays pendant leur voyage vers la torture et la mort dans les localités situées à des centaines de milles d'ici.*

« *Nous ne pouvions rien faire pour les innombrables êtres humains qui ont passé par ici, jour après jour, pendant leur voyage sans fin.* Quelques malades ou agonisants ont été envoyés au prêtre grec qui est lui-même sans ressources et en loques. Plusieurs centaines d'Arméniens ont été autorisés à rester dans deux camps de réfugiés à nos frais. Nous avons dû ouvrir un second foyer pour les apprentis et agrandir le premier. Le travail marche bien dans toutes les branches, mais en présence de l'attitude actuelle du Gouvernement, nous ne pouvons rien faire de plus. Les exigences des militaires auxquelles nous avons dû nous plier — à part quelques rares occasions — continuent. *Pour sauver nos magasins et nos industries, nous avons dû faire des centaines de vêtements pour l'armée et exécuter*

des commandes d'articles de toutes sortes. Notre moulin a été pris, sans avis, pour moudre le blé pour l'armée pendant vingt-cinq jours. Le corps médical de l'armée s'est emparé de notre monastère et *en bien d'autres circonstances nous avons dû oublier notre neutralité.*

LES AUTORITÉS DE CE PAYS SE RÉJOUISSENT DÉJA A LA PENSÉE QUE LA CHRÉTIENTÉ ET LES MISSIONNAIRES SONT SUPPRIMÉS EN TURQUIE. Ils m'ont avoué que les Américains sont traités plutôt en prisonniers qu'en amis parce que le Gouvernement n'est pas encore bien certain qu'ils soient dignes de confiance. »

Ce même journal insérait d'autre part l'information suivante :

« *Des déportations persistantes et rigoureuses d'hommes, de femmes et d'enfants Arméniens et Grecs, accompagnées des outrages habituels, ont lieu actuellement de la côte de la Mer Noire vers Diarbekir. Au delà de ce point, le sort des déportés est inconnu. Des informations précises reçues ici indiquent que* CECI EST SANS NUL DOUTE LA CONTINUATION DU PLAN QUI CONSISTE A EXTERMINER LES POPULATIONS ASSUJETTIES. *Ces agissements ont été récemment accélérés de façon à ce que le but puisse être atteint avant le règlement de paix.* LES COMPTES RENDUS DE VIOLENCES GRECQUES SONT DESTINÉS A DÉTOURNER L'ATTENTION DES ATROCITÉS TURQUES ET A CRÉER UNE FAUSSE IMPRESSION DE LA SITUATION RÉELLE. *Toutes les mesures d'assistance dans l'intérieur de l'Anatolie sont sérieusement combattues et, dans bien des régions, ont été entièrement supprimées.* »

Le lendemain, 17 mai, nouvelles précisions :

« *Les déportations ont commencé vers le mois de*

mars 1921, *les hommes ayant été déportés les premiers. Au nombre des exilés des premiers jours se trouvaient les hommes les plus cultivés et de hauts rangs. La plupart des hommes, à ce qu'on croit, sont morts de privations, de surmenage, de faim ou de maladie. Les Américains furent autorisés, au bout de quelque temps, à secourir les malades, le typhus faisant des ravages et craignant une épidémie, mais ils n'avaient la permission de garder leurs malades que le temps minimum et les convalescents étant emmenés et envoyés au travail bien avant qu'ils ne soient en état de travailler ; le résultat fut de les tuer tout simplement. Plus tard des femmes et des enfants firent leur apparition, arrivant en troupeaux de* 2.000 *à* 3.000. Ils arrivaient à peu près nus, parfois ayant de la neige jusqu'aux genoux, n'ayant pour tout vêtement qu'un morceau de toile à sac. On croit que SUR LA ROUTE ILS AVAIENT ÉTÉ VOLÉS PAR LES GENDARMES QUI LES ACCOMPAGNAIENT. *Jusqu'au* 12 *février, de petits groupes arrivèrent encore. Ceux d'entre eux qui survivaient étaient envoyés de Kharput à Bitlis, et, si possible, ils étaient envoyés par le mauvais temps et par la tempête. Au moins* 200.000 *de ces exilés passèrent par Kharput, en route pour Bitlis. Les Arméniens survivants de la région de Kharput sont naturellement très inquiets sur leur sort, car, comme ils le disent très justement, un simple massacre serait une fin plus clémente.* DE NOMBREUX CADAVRES SE TROUVENT SUR LA ROUTE DE MALATIA ET DE KHARPUT ET PARFOIS UNE VOITURE DOIT FAIRE UN DÉTOUR POUR NE PAS PASSER DESSUS. »

On rapporte que les Turcs ont cherché à maintes reprises à faire pression sur les Américains pour qu'ils envoient des télégrammes trompeurs et, ayant échoué,

n'hésitaient pas à l'occasion à envoyer des faux télégrammes. (1).

Le correspondant du *Daily Telegraph* ajoute que quand le port de Samsoun sur la Mer Noire fut mis à sac *la population grecque tout entière fut exterminée par Osman Aga et ses hordes.* LES SCÈNES QUI SE DÉROULÈRENT DANS CETTE VILLE ET SES ALENTOURS FURENT SI EFFROYABLES QUE LA MISSION UKRAINIENNE QUI TRAVERSA SAMSOUN EN REVENANT D'ANGORA, OU ELLE AVAIT CONCLU UN TRAITÉ AVEC LES KÉMALISTES, PEU DE TEMPS APRÈS QU'ELLES

---

(1) Le Gouvernement d'Angora ayant lancé par son organe officieux, l'*Agence d'Anatolie*, la nouvelle que les rapports du *major Yowell* auraient été démentis par d'autres missionnaires américains, le major Yowell envoyait cette déclaration au *Times*, publiée dans son numéro du 25 mai :

« Je suis prêt à n'importe quel moment à témoigner devant tout groupement autorisé chargé de faire une enquête sur la situation en Anatolie. Les démentis turcs se rapportant aux accusations portées par moi sont exactement ce qu'on pouvait attendre.

« Les démentis en question déclarent que les rapports sur les récents massacres d'Arméniens à Karput ne sont pas fondés. Mais aucune accusation de ce genre n'existait dans mes déclarations. Les kémalistes ont soin d'éviter de répondre aux accusations spéciales et aux faits exposés. Ma déclaration à votre correspondant à Constantinople donnait les faits exacts, sans parti pris. Je l'ai soumise à trois autres Américains qui m'ont accompagné aux environs de Karput, et elle a reçu leur entière approbation et leur appui. »

Ce même Gouvernement d'Angora a fait surtout état d'un démenti d'une missionnaire américaine, Miss Billing. Or, le journal kémaliste de Constantinople *Vakit*, du 9 juillet 1922, annonçait que Miss Billing venait de se rendre à Ineboli (port kémaliste de la Mer Noire) *pour la mise au point d'une concession de transports qui venait de lui être accordée par le Gouvernement kémaliste!...*

AVAIENT EU LIEU, NE PUT S'EMPÊCHER DE PROTESTER AUPRÈS DES AUTORITÉS KÉMALISTES CONTRE DE TELLES HORREURS, LES ROUTES ÉTANT COUVERTES DE CADAVRES MUTILÉS D'HOMMES, DE FEMMES ET D'ENFANTS, DONT CERTAINS AVAIENT GARDÉ LA TRACE DES PLUS ODIEUX OUTRAGES. Et cependant les Ukrainiens ont vécu plus d'une fois sous le régime de la terreur depuis quelques années.

Les persécutions ont commencé dès le mois de mai 1919. A cette époque *des témoins appartenant à la marine britannique ont rapporté que* 80 0/0 *de la gendarmerie du pays était recrutée parmi les bandits. A la fin de la même année, les autorités britanniques en Turquie déclarèrent que les persécutions étaient alors continuelles dans certaines régions et que* MUSTAPHA KEMAL ET SES COLLÈGUES ÉTAIENT LES AUTEURS DE CE SYSTÈME, QUI SE RAPPROCHAIT BEAUCOUP DE CELUI DE TALAAT EN 1915. *Au commencement de* 1920 *eurent lieu les massacres de Cilicie à Marash* (15.000 *à* 20.000 *victimes, d'après les estimations britanniques) et à Hadjin* (9.000 *victimes). Les femmes chrétiennes, d'après un témoin oculaire américain, furent assommées à coups de hache. Puis eut lieu au mois d'août* 1920 *un massacre général à Isnik (Nicee). Là, comme en* 1921 *à Mersivan, des témoignages recueillis par la Haute Commision Britannique, aussi bien que ceux de source américaine directe, prouvèrent de manière concluante que* DANS DE NOMBREUX CAS LES VICTIMES EURENT LES PIEDS ET LES MAINS COUPÉS AVANT D'ÊTRE PASSÉES FINALEMENT PAR LE SABRE OU FUSILLÉES, *tandis que certains,* LES ECCLÉSIASTIQUES EN PARTICULIER, FURENT BRULÉS VIFS. Le témoin oculaire américain estime que le nombre des victimes *s'élevait à* 3.000 *hommes*

et 7.000 femmes et enfants. A Kavask, l'automne dernier, 1.300 Grecs sur les 35.000 déportés de la côte furent massacrés, ainsi qu'il a été enregistré par les Américains et, dans ce cas, par les Italiens également. A peu près à la même époque environ 9.000 déportés furent rencontrés par un autre témoin près d'Erzeroum.

A la Chambre des Communes

La question revenait ce jour-là, 17 mai, devant la Chambre des Communes.

Répondant à *M. Herbert, M. Chamberlain* déclarait :

« *Les atrocités turques à l'égard des minorités chrétiennes se sont produites presque continuellement depuis plus de sept ans. Le Gouvernement de Sa Majesté a de bonnes raisons de croire qu'*ENVIRON UN DEMI-MILLION DE GRECS OTTOMANS ONT ÉTÉ DÉPORTÉS PAR LES TURCS PENDANT LA GUERRE ET QU'UN TRÈS GRAND NOMBRE D'ENTRE EUX PÉRIRENT DANS DES CIRCONSTANCES INDESCRIPTIBLES DE BARBARIE. *Je ne puis, par conséquent, accepter ce qui a a été impliqué par mon honorable ami, c'est-à-dire que les atrocités turques de ces dernières années ont leur cause première dans le débarquement des Grecs à Smyrne.* Le Gouvernement de Sa Majesté a déjà demandé au Gouvernement des Etats-Unis, qui est puissance neutre, aussi bien qu'aux Gouvernements français et italien, de se joindre à lui pour envoyer des représentants dans la région Pontique. »

Le 18 mai, répondant au commandant *Kenworthy*, M. *Chamberlain* disait :

« *Le Gouvernement de Sa Majesté a des raisons*

de croire que LES DÉCLARATIONS TURQUES AU SUJET DE LA LEVÉE EN ARMES DES GRECS DE LA RÉGION PONTIQUE NE SONT PAS FONDÉES. Trois vaisseaux de guerre bombardèrent Ineboli en juin dernier, à la suite du refus des autorités turques de livrer les armes et de détruire des réserves de munitions. Au même moment également un torpilleur grec avait tiré un obus à Ergeli, et on alléguait que de faibles bombardements avaient eu lieu à Trébizonde, aux casernes de Rizeh et Samsoun. Il n'y a pas de preuves que des armes aient été débarquées. D'un autre côté, il n'y a pas de doute qu'il y eut un mouvement parmi les Grecs de la région Pontique — favorisé et encouragé par des communautés et des associations de Grecs originaires de cette région et fixés à l'étranger — pour la libération du Pont de la tyrannie turque; et plusieurs appels émanant de ces associations sont parvenus au Gouvernement de Sa Majesté depuis l'armistice, demandant à ce que les revendications d'indépendance formulées par les Grecs du Pont soient prises en bienveillante considération au règlement de la paix. Néanmoins, *de telles aspirations politiques ne peuvent justifier les barbares déportations en masse de femmes et d'enfants qui ont été récemment entreprises par les Turcs du district en question.* »

La politique d'Angora

Le *Morning Post* du 22 mai publiait le télégramme suivant de son correspondant à Constantinople :

« Le ministre des Affaires Etrangères d'Angora a télégraphié des instructions au représentant kéma-

liste de Constantinople d'avoir à démentir les rapports de nouvelles déportations de chrétiens en Anatolie. *Les exterminations dont on a donné les comptes rendus sont néanmoins, depuis quelque temps, le corollaire de la politique déclarée des kémalistes en vue de l' « ottomanisation » des éléments non-turcs de l'intérieur.* Il y a peu de temps, un éminent résident britannique d'ici interrogea un Turc de distinction sur ce que deviendraient les éléments chrétiens si les Alliés s'en allaient. Le dialogue est instructif. Le Turc répondit : « IL FAUDRAIT QU'ILS DEVIENNENT COMME NOUS. — *Et s'ils ne le font pas? demande le résident britannique.* — ILS DISPARAITRONT, *dit le Turc en haussant les épaules.* — *Tous?* — OUI, TOUS. » *Cette attitude semble avoir commencé récemment à dominer la politique intérieure du Gouvernement kémaliste,* qui fut trop content de voir des milliers d'Arméniens émigrer de Cilicie quand les Français évacuèrent.

Ces plans ont été récemment exécutés plus facilement. Par exemple, *en dépit de la promesse première de protéger les biens et les terres des émigrants ciliciens, un décret de confiscation vient de paraître. Des confiscations analogues sont en préparation ailleurs,* et le Gouvernement d'Angora a fait circuler des avertissements dans toutes les provinces disant qu'aucun mandat donné par un émigrant non-ottoman, concernant des propriétés en Anatolie, ne serait plus reconnu désormais, mais que ces propriétés seraient saisies par l'Etat.

L'opinion turque ici, bien que portée à sympathiser avec la politique d'Angora, est troublée par les révélations présentes, justement au moment où l'on avait l'espoir de voir l'avenir politique du pays prendre une

tournure favorable. Un journal turc, le *Sabah*, bien que le seul à faire entendre sa voix, a eu le courage de parler ouvertement, et de dire :

« Bien que n'étant pas en mesure de formuler un « avis sur les rapports présents, ce que nous savons, « c'est que *les chefs d'Angora sont une minorité « tyrannique, dont les Turcs ont souffert et souffrent « plus encore que les autres éléments. C'est le Gouver- « nement d'Angora qui a envoyé au supplice les chefs « religieux musulmans de bien des localités de l'in- « térieur, sous prétexte qu'ils faisaient opposition à « la politique kémaliste. C'est le Gouvernement d'An- « gora qui a réduit en cendres de nombreuses villes « et villages, avec des cruautés inouïes. Certainement « le Gouvernement a commis des centaines d'atroci- « tés avec la coopération de brigands.* Pour mettre « un terme à la tragédie de l'Orient, il faudra com- « mencer par l'évacuation des territoires turcs par ces « meneurs brutaux, après leur avoir arraché le pou- « voir des mains, afin d'édifier un pur Gouverne- « ment turc. »

Un autre journal, tout en n'ajoutant pas foi aux comptes rendus, dit :

« Puisque la question est essentielle dans le règle- « ment de paix, et puisqu'elle a été posée, nous de- « vons tout faire pour notre défense. Le Gouverne- « ment d'Angora n'a jamais caché ses agissements, « et ne mettra aucun obstacle à ce qu'une mission « internationale impartiale entre en Anatolie pour « examiner la situation des Grecs ; mais il demandera « que la mission soit reconnue par tous comme impar- « tiale, qu'elle visite la zone occupée de Smyrne « étant accompagnée de Turcs, et que ses rapports

« soient publiés dans tous les pays. La Turquie est « prête à rendre compte de ses actions au monde civi- « lisé. Le Gouvernement d'Angora ne craint pas la « vérité. »

Le 23 mai, le *Manchester Guardian*, d'une impartialité connue, et qui avait donné asile à l'enquête de M. *Arnold Toynbee* favorable aux prétentions générales des Turcs sur l'Anatolie, publiait le réquisitoire suivant :

« Les renseignements dignes de foi concernant les conditions dans l'intérieur de l'Anatolie sont extrêmement rares, et l'on doit se mettre constamment en garde d'accueillir avec trop de crédulité les rapports exagérés qui filtrent à travers la barrière opposée par les kémalistes à la propagation des nouvelles. *Néanmoins, il ressort peu à peu des relations de quelques témoins oculaires neutres et dignes de foi parvenues à Constantinople, concernant quelques-uns des sinistres incidents qui se sont déroulés, que* LE GOUVERNEMENT D'ANGORA A INAUGURÉ UNE CAMPAGNE CONCERTÉE ET SYSTÉMATIQUE EN VUE DE L'EXTERMINATION COMPLÈTE DES MINORITÉS GRECQUES EN ASIE MINEURE. *Cette solution de la question des minorités — si éminemment satisfaisante pour le Turc ultra-nationaliste, qu'il soit enveriste ou kémaliste, et qui réussit si bien avec les Arméniens pendant la Grande Guerre — est de nouveau mise à l'essai avec l'accompagnement habituel de tous les raffinements de cruauté.*

« Etant donné le caractère éminemment pro-turc du règlement de la question d'Orient proposé par les puisssances, cet état de choses devrait être immédiatement porté à la connaissance du public européen et

américain, autant qu'il est du moins possible de le faire. *S'il était possible de révéler toute la vérité au sujet des événements de l'année écoulée en Anatolie — pendant laquelle* LE TURC EST RETOMBÉ DE NOUVEAU DANS SA BARBARIE EFFRÉNÉE — IL SEMBLERAIT INCROYABLE QUE L'ON AIT JAMAIS PU CONSIDÉRER SÉRIEUSEMENT LE PROJET DU RETOUR A LA DOMINATION TURQUE DE SMYRNE AVEC SON HINTERLAND, SANS VIOLEMMENT OUTRAGER CE QU'IL PEUT RESTER DE SENTIMENT D'HUMANITÉ DANS LA CONSCIENCE DU MONDE. Il s'est répandu assez de nouvelles pour changer l'opinion de ceux d'entre nous qui pensaient que peut-être les Turcs avaient acquis un commencement de sagesse à la suite de leur expérience dans la Grande Guerre; le jugement erroné, la pusillanimité des puissances et la lutte vulgaire et précipitée pour un butin particulier ont fait que les Turcs ont oublié ce que nous croyions qu'ils avaient enfin appris à fond : *qu'ils ne peuvent pas maltraiter et massacrer des chrétiens impunément. La lumière s'est faite sur assez de points également pour ébranler la croyance de quelques-uns d'entre nous que l'idéal et l'esprit des meneurs du mouvement nationaliste* — qui ont combattu pour tant de choses qui leur appartenaient légitimement, — *étaient, ne serait-ce qu'un peu, plus dignes de respect et de sympathie que ceux des Jeunes-Turcs du régime « Union et Progrès ».*

« *Déjà il y a un an, il était clair que des mesures répressives étaient exercées par les nationalistes contre les Grecs de la province de Trébizonde. Des rapports reçus ici mentionnaient la suppression de bandes de Grecs irréguliers, qui avaient opéré dans les districts montagneux depuis le retrait des troupes britanniques*

en 1919. Sans doute, une action militaire de ce genre pouvait plus ou moins se justifier; mais, à l'automne, il devenait évident qu'une action plus vaste était en œuvre. On recevait la nouvelle que les Grecs éminents de la région étaient surpris, emprisonnés et exécutés sous prétexte de conspiration avec les rebelles armés. Probablement DEUX CENT CINQUANTE *riches commerçants et intellectuels furent mis à mort durant l'été et l'automne dernier.*

« *Il est clair à présent que ces mesures faisaient partie d'un plan plus vaste et plus déterminé de répression et de représailles contre l'avance de l'armée grecque dans l'Ouest.*

« *Après examen des faits indiscutables en notre possession, il semble certain qu'*AU MOINS LES TROIS QUARTS DES QUELQUE CENT CINQUANTE MILLE HABITANTS GRECS DE LA RÉGION PONTIQUE ONT ÉTÉ DÉPORTÉS DE LEURS VILLAGES, ET QU'ON LES A FORTEMENT ENCOURAGÉS A SE LAISSER MOURIR SUR LA ROUTE LE LONG DE LAQUELLE ILS ÉTAIENT CHASSÉS COMME AUTANT DE TROUPEAUX DE BÉTAIL. *Le mouvement commença en mai de l'année dernière, par l'envoi de la majorité de la population mâle des villages avoisinant la côte de la mer Noire vers l'intérieur, près de Sivas et de Karput, et sa mise au travail sur les routes. Les conditions du travail étaient si épouvantables — il n'y avait pas d'abri et fort peu de nourriture — que l'automne et l'hiver, les hommes succombèrent en grand nombre à l'épuisement et à la maladie, surtout au typhus.*

« *En novembre et décembre derniers les autorités commencèrent à évacuer les femmes et les enfants de ces mêmes villages, et les hommes des villes*

côtières de Samsun et Trébizonde. En mars de cette année, environ trente mille de ces misérables créatures — probablement les restes décimés de ceux qui avaient été chassés de leurs foyers — quittèrent Sivas pour Karput. VINGT MILLE *seulement atteignirent Karput. Le but avoué était Bitlis et la région montagneuse des alentours. Une partie des hommes, néanmoins, fut employée à la réparation des routes; beaucoup moururent du typhus dans Karput ou aux alentours, et l'on permit à environ* TROIS MILLE *femmes et enfants de rester dans la ville où, après maintes négociations avec les autorités, l' « Assistance Américaine en Orient » avait obtenu la permission de leur fournir des aliments et des médicaments. Sur le reste qui fut envoyé vers Bitlis, environ* DIX MILLE *seulement arrivèrent à Diarbekir, et l'on sait que pas plus de quelques centaines arrivèrent jusqu'à Bitlis. Cette dernière ville n'est guère qu'un amas de ruines, restes de sa destruction par les Russes pendant la guerre, et la contrée environnante est tout à fait impropre à fournir la nourriture qui serait nécessaire même au dixième des réfugiés qui lui sont soi-disant destinés. Certains contingents de déportés ont aussi été envoyés à la région de Bitlis et de Van par Erzindjan et Erzeroum, et on ne sait pas grand'chose de leur sort, sinon qu'ils n'ont jamais atteint Bitlis.*

« Le procédé au moyen duquel des milliers de créatures sans foyer ont été réduites à la misérable poignée qui reste à présent, et qui diminue encore rapidement, est le type de procédé substitué aux francs massacres des Jeunes-Turcs, et au moyen duquel on a obtenu un bien plus grand succès dans la suppression des minorités gênantes, que jamais ne fit cet indigne grand-prêtre du carnage, Abdul-Hamid.

« Ces gens sans défense, et pour la plupart inoffensifs, sont chassés de leur foyer, n'ayant été avertis que quelques heures à l'avance, tout au plus. Ordinairement, on ne leur permet d'emporter que les objets de première nécessité qu'ils peuvent emporter sur leur dos. Ils ne sont pas plutôt parqués sur la route que les procédés de spoliation, de rapt et de meurtre commencent. Leur argent est bien vite dépensé en nourriture, ou leur est enlevé par les gendarmes cyniques et brutaux qui les conduisent, ou bien, plus tard, par des hordes de bandits kurdes qui rôdent prêtes à piller, à tuer les hommes et à enlever les femmes et les enfants de meilleure mine. La faim force ces malheureux à échanger contre des aliments tout ce qu'ils possèdent et leurs meilleurs vêtements, jusqu'à ce qu'ils arrivent à former une foule de créatures demi-nues et affamées, que la profondeur de leur misère rend hébétées et muettes et complètement à la merci du soleil brûlant ou du vent glacial, une proie facile pour le Kurde sauvage. Les vieillards, les infirmes, les malades sont abandonnés mourants sur la route, et ce chemin d'agonie est sillonné de cadavres non ensevelis. Ces signes horribles de la politique inhumaine du nationaliste turc « éclairé » ont été vus le long des routes, près de Sivas et de Karput par des témoins dignes de foi, et les faits ne peuvent être mis en doute.

« Les rares Grecs restant dans les provinces de Trébizonde et de Kastamouni sont des femmes et des enfants des villes de la côte, et une poignée d'hommes qui peuvent payer cher pour leur immunité. Quand on proposa d'expulser tous les habitants grecs des plus grandes villes, telles que Samsun et Trébizonde, la population turque protesta, craignant

que la flotte grecque n'hésitât pas à bombarder les maisons occupées par les Turcs. La présence de l'élément grec, même réduit, a jusqu'à présent empêché de gros dégâts par bombardement. Nous devons dire, en toute justice, que bien des Turcs déplorent individuellement et condamnent cette politique pour des raisons à la fois humanitaires et économiques; néanmoins leur opposition n'est ni assez ouverte, ni assez énergique pour amoindrir les horreurs de la politique établie du Gouvernement. *Le fait que le but est l'anéantissement est amplement prouvé par le fait que les villages évacués ont été incendiés, de même que les moissons à l'entour; de façon que, s'il se trouvaient quelques survivants, ils n'aient rien à retrouver. En outre, les autorités se montrent partout peu empressés à permettre aux agents de l'Assistance Américaine de secourir les malades et les affamés. En certains endroits, on leur a permis de recueillir les orphelins ou les abandonnés et de les mettre dans des orphelinats; à Karput et dans d'autres localités, même ce minimum d'action miséricordieuse leur a été refusé.*

« *Les faits généraux ci-dessus, bien qu'exacts en eux-mêmes, ne relatent qu'une bien petite part de l'histoire. A mesure que le temps passe, la lumière qui se fera sur certains détails complémentaires établira sans nul doute la conclusion que la minorité grecque est condamnée à disparaître. Il n'a pas été fait mention de la déportation des Grecs dans la zone de l'avance de l'armée grecque. Mais on sait que ces déportations ont été faites en masse et avec le même mépris cruel de la vie humaine et de la propriété.* »

A la Chambre des Communes

Le 22 mai, à la Chambre des Communes, M. *Chamberlain* informa le *colonel Wedgwood* qu'aucune réponse n'avait encore été reçue des Etats-Unis concernant le consentement de leur Gouvernement à coopérer avec l'Angleterre à une enquête sur les massacres en Asie Mineure. On espère que la réponse parviendra sous peu. Les Gouvernements français et italien ont accepté la proposition du Gouvernement de Sa Majesté. Il est impossible de dire, à l'heure actuelle, à quel moment la mission sera envoyée.

Le colonel demandait à cette même séance au Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères s'il avait connaissance des faits suivants : *Pas plus tard que l'été dernier, les Turcs ont déporté de Konia vers l'est, comme mesure militaire, toute la population grecque et arménienne mâle au-dessus de douze ans; qu'au moins* DOUZE MILLE *Grecs déportés étaient morts récemment dans la région de Kharput, dans les mêmes circonstances que celles où périrent des multitudes d'Arméniens il y a quelques années.*

M. *Harmsworth* répondit qu'en ce qui concernait la première partie de la question, le Gouvernement de Sa Majesté n'avait pas de renseignements précis. Pour la seconde partie, *il y a tout lieu de penser que ces faits sont exacts. Un rapport reçu récemment par le consul général britannique à Beyrouth se rapportait au passage de* VINGT MILLE *déportés à Kharput, principalement des femmes et des enfants qu'on emmenait vers l'est à demi-nus, à travers une épaisse couche de neige.* Le Gouvernement de Sa Majesté étu-

die la question de la publication des nombreux rapports qui lui sont parvenus sur ce sujet.

Le 24 mai, M. *Allen* qui, avec le *Major Anson* et M. *Mason*, avait parcouru l'Asie Mineure quelques mois auparavant, écrivait au *Daily Telegraph* :

Au sujet des soulèvements grecs dans la région Pontique, *tous les étrangers dignes de foi à Samsoun ont l'opinion que ceux-ci avaient été très exagérés. Les autorités turques locales ont exagéré, en particulier, l'importance du mouvement de cette région, à Angora, afin d'avoir une excuse pour envoyer le moins possible de recrues vers l'Asie Mineure occidentale. On n'a aucun renseignement précis sur le prétendu débarquement d'armes par des bateaux de guerre grecs le long de la côte, et les autorités turques elles-mêmes n'ont pu donner aucune précision.*

« En ce qui concerne la réponse de M. *Chamberlain*, d'après les déclarations faites par des étrangers dignes de foi, américains et autres, qui se trouvaient à Samsoun pendant tout l'été dernier, la flotte grecque n'a pas bombardé cette ville, bien que quelques bateaux grecs soient venus plus d'une fois en vue de la côte. *Un tel bombardement aurait été tout à fait justifié au point de vue militaire, car il y avait des forces militaires et navales considérables dans la ville avec des retranchements et des emplacements d'artillerie sur les collines derrière la ville. De plus, c'était le centre principal de fourniture d'armes par les Russes de Batoum.*

« L'opinion générale est que les Grecs se sont abstenus de bombarder par égards pour les intérêts commerciaux des Américains à Samsoun et pour la population grecque qui s'y trouvait. Malheureusement,

cette abstention de la part des autorités grecques ne semble pas avoir été efficace pour préserver de la destruction les malheureux débris de la population grecque que nous y avions vus pendant notre séjour.

« Pour ce qui est du mouvement pour l'indépendance de la région Pontique, il n'y a aucun doute que certains projets furent mis en avant par des parties intéressées en dehors de cette région. TROIS CENTS *notabilités grecques qui étaient supposées avoir pris part à ce mouvement furent pendues, l'été dernier, à Amassia, mais je crois que tous ceux qui sont désintéressés sont d'accord pour dire que la masse de la population grecque n'était pour rien dans le mouvement en question.* Le seul ennui qu'aient eu les Turcs à Samsoun pendant notre séjour, fut la présence de trois mille déserteurs circassiens et turcs qui étaient solidement établis dans les collines de Baffra. Il n'y avait qu'une très petite proportion de Grecs parmi eux. »

Le 1er juin, à la Chambre des Communes, M. *T. P. O'Connor* demandait si l'attention du Gouvernement avait été attirée sur un télégramme du Patriarcat œcuménique de Constantinople (1). M. *Harmsworth* lui répondit en ces termes :

« Je n'ai vu le télégramme en question que dans

(1) Voici le texte du télégramme dont il est question, publié dans le *Daily Telegraph* du 30 mai :

« Nous avons reçu à l'archevêché de nouveaux rapports de la région pontique se rapportant aux événements de la dernière quinzaine. Les troupes turques, des gendarmes et des bandes d'irréguliers on brûlé les quatorze villages suivants du district de Gallianis, dans la caza de Matska, vilayet de Trébizonde: Livadia, Koutala, Armenou, Missaelanton, Tso-

« la presse. Le Gouvernement a reçu toutefois un « rapport d'un témoin indépendant qui vient de quitter Trébizonde, d'après lequel *il est clair que des « actes de barbarie continuent à être commis dans la « région de Trébizonde par les Turcs vis-à-vis des « Grecs survivants.* LE RAPPORT DÉCLARE QUE PAR « ORDRE DU GOUVERNEMENT D'ANGORA, LES PETITS « GARÇONS DE RACE GRECQUE SONT RASSEMBLÉS « DANS DES CACHOTS ET ENCLOS OU ON LES « LAISSE MOURIR DE FAIM. »

D'accablantes précisions

Une interview très détaillée parut enfin, le 2 juin, dans le *Daily Telegraph*, rendant compte de l'exposé fait par le Dr *Ward*, chirurgien attaché au Comité de Secours Américain en Orient, déporté d'Anatolie, avec le *Major Yowell* et deux femmes membres de l'œuvre en question, au correspondant du journal :

« J'ai passé trois ans là-bas comme chef de l'hôpital américain d'Orient. Jusqu'à l'armistice nous étions

---

panou, Seitananton, Valaina, Kotylia, Mandranou, Temirjanton, Koustoulanton, Romanou, Zavria et Zilma. *Les habitants ont été tués, les femmes et les enfants ont subi toutes sortes d'outrages, et les boutiques ont été pillées.* Un très petit nombre d'habitants furent sauvés à Trébizonde; *ceux qui restèrent furent déportés vers une destination inconnue.*

« *Les Turcs ont attaqué aussi Livera et enfermé tous les habitants dans quelques maisons, arrêtant le métropolite Kyrillos. Leur sort est inconnu. Sept chrétiens de Dzevizlik, la capitale de la caza de Matska, ont été décapités et leurs têtes exposées pendant plusieurs jours au bout de piques sur la place du marché. Les Turcs ont attaqué le village de Platana, près de Trébizonde, tué un grand nombre de chrétiens et brûlé de nombreuses maisons.* »

reçus à bras ouverts et aidés de toutes façons. Nous avons recueilli environ quatre mille orphelins et avions un hôpital d'environ cent lits pour les musulmans et les non-musulmans. Nous avons accompli une œuvre d'assistance générale pour tous ceux qui ont souffert des suites de la guerre. La plus grande partie du travail était, bien entendu, pour secourir les Arméniens, mais nous avons repris l'orphelinat turc et avons assisté d'une façon générale un grand nombre de Turcs malheureux. *Quand les kémalistes arrivèrent au pouvoir, ils mirent toutes sortes d'obstacles sur notre route. Ils s'opposèrent à ce que nous venions en aide au relèvement des Arméniens.* Ce n'était pas une question de religion, car nos meilleurs amis sont les Hodjas et les Muftis, chefs de la communauté religieuse. Il y a environ six mois, ils publièrent des ordres interdisant que nous admettions qui que ce soit dans notre orphelinat sans leur consentement, ou que nous prenions des malades à l'hôpital sans qu'ils aient fait une enquête à leur sujet. Ils exigèrent également que nous ne payions aucune somme d'argent sans les consulter. Nous refusâmes de le faire. Les fonctionnaires de l'endroit avaient essayé plus ou moins de surveiller l'argent que nous recevions d'Amérique. Ils étaient animés en cela par le désir d'y gagner quelque chose personnellement, de se servir eux-mêmes, car les kémalistes manquent d'argent pour payer leurs fonctionnaires et ne peuvent leur payer leurs salaires. Quand je suis parti, les salaires n'avaient pas été payés depuis quatre mois. A plusieurs reprises, ils ont insisté auprès de notre organisation pour qu'elle répare certains bâtiments. Ceux-ci furent ensuite confisqués au nom du Gouvernement pour son usage personnel. »

Les difficultés avec les autorités kémalistes arrivè-

rent au point culminant, il y a environ neuf mois, et le *Dr Ward* explique ainsi comment il fut expulsé avec ses collaborateurs :

« Il y a environ neuf mois, une doctoresse qui a fait énormément de bien parmi les jeunes filles arméniennes, *les délivrant des harems turcs*, reçut subitement l'ordre de quitter le pays. Aucune raison précise ne fut donnée, sauf qu'elle était en trop bons termes et avait trop de sympathie pour la population arménienne. En intercédant auprès des députés d'Angora, et grâce à l'intervention des chefs religieux de la communauté, cet ordre fut révoqué. Mais, depuis cette époque, les fonctionnaires de l'endroit se sont efforcés de la faire déporter. Finalement, elle reçut l'ordre du Gouvernement central d'Angora de quitter le pays ainsi qu'une autre femme qui dirigeait une école et un orphelinat. Même à ce moment, aucune raison précise ne fut donnée. Le *Major Yowell*, qui était arrivé d'Amérique en septembre dernier, et qui était le directeur de la formation, s'aperçut qu'il rencontrait une grande hostilité pour l'acomplissement de sa tâche, parce qu'il refusait aux fonctionnaires kémalistes l'autorisation de profiter personnellement des secours de l'œuvre. Il demanda à ce que le Gouvernement cessât de mettre des orphelins en prison sans raison, et comme les nouveaux déportés qui passaient par cette région étaient dans un grand dénuement, il demanda l'autorisation de les secourir. Les Turcs y étaient fortement opposés. Ils prétendirent que c'était une tentative pour s'immiscer dans les questions politiques, mais le *Major Yowell* soutint que nous ne travaillions que dans un but absolument humanitaire. *Les réfugiés mouraient par centaines, de faim et de fièvre, à notre*

porte. Nous avions le moyen de leur porter secours et sentions que nous devions le faire. En raison de l'attitude prise par le *Major Yowell* en cette occasion, les fonctionnaires de l'endroit portèrent des accusations contre lui, et le Gouvernement d'Angora envoya une note l'avertissant qu'il serait déporté, à moins qu'il ne quitte le pays de suite. Comme il refusa, à moins qu'on ne puisse porter une accusation précise contre lui, il fut arrêté et envoyé sous escorte à la frontière de Syrie. En ce qui me concerne, je sais qu'un avis était arrivé, m'ordonnant de partir, et, comme je n'étais pas encore tout à fait remis du typhus, les autorités locales ne poussèrent pas la chose. Mais, au milieu de mars, dès qu'on me vit dans les rues marchant avec une canne, on m'envoya un mot m'avertissant que je serais également déporté sous escorte, à moins que je ne quitte le pays volontairement. Je rejoignis donc le *Major Yowell* à Diarbékir et voyageai avec lui jusqu'à la frontière de Syrie. Aucune accusation n'avait jamais été portée contre moi. *La seule raison que je connaisse pour laquelle les kémalistes ont voulu que je quitte le pays est parce que j'ai pu secourir un peu les minorités chrétiennes en Anatolie.* »

Le *Dr Ward* fait le tableau suivant de la situation des réfugiés emmenés dans la montagne, où ils sont exterminés, sinon par les massacres, du moins par la faim :

« VINGT MILLE *Grecs réfugiés ont traversé Kharput pendant les six derniers mois*, ayant été déportés de la côte Pontique, de la côte de la mer Noire et de la région qui se trouve derrière le front de guerre gréco-turc. *Ils sont envoyés, sous escorte, vers les*

vilayets de Bitlis et de Van, une région de hautes montagnes que les Russes balayèrent pendant leur attaque de 1916. *Dans cette région tous les villages ont été détruits, et il n'est pas possible à ces malheureux réfugiés de trouver leur nourriture ou un abri dans cette région montagneuse. Eux-mêmes se rendaient compte qu'ils étaient voués à la mort. Il semble très évident que les kémalistes aient décidé de se débarrasser de ces minorités chrétiennes, grecque et arménienne. Plusieurs fonctionnaires m'ont dit que dès qu'ils en auraient fini avec les Grecs, ils useraient du même traitement envers les Arméniens qui ont survécu aux terribles massacres de* 1915. ALORS, QUAND LES ALLIÉS SE RENCONTRERONT AVEC LES KÉMALISTES AUTOUR DE LA TABLE POUR SIGNER LA PAIX ET QUE LA QUESTION DE GARANTIES AUX MINORITÉS SERA SOULEVÉE, ILS MONTRERONT QU'IL N'Y A PLUS DE MINORITÉS QUI AIENT BESOIN DE GARANTIES. *Ils veulent débarrasser leur pays de ces races chrétiennes. Par conséquent, à mon avis,* IL FAUT AGIR RAPIDEMENT SI ON VEUT EMPÊCHER L'EXTERMINATION DE CES MALHEUREUSES POPULATIONS. »

Le correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* écrivait, d'autre part, le même jour :

« Des témoignages de membres du Comité d'Assistance Américain et d'autres voyageurs en Anatolie se rapportant aux déportations et aux massacres des chrétiens continuent à parvenir à Londres tous les jours. Une des dernières déclarations reçues à Constantinople, mercredi, émane d'une dame américaine qui est arrivée là mardi, venant de Samsoun, ayant voyagé depuis Malatia qu'elle a quitté en avril. Son voyage vers la côte a duré exactement

quinze jours, pendant lesquels *elle a assisté journellement au spectacle tragique de déportés*, PRINCIPALEMENT DES FEMMES ET DES ENFANTS, MOURANT DE FAIM SUR LA ROUTE, *aucune nourriture ni vêtement ne leur étant accordé, sauf ce qu'ils peuvent se procurer par corruption ou autres moyens similaires.* DES CADAVRES JONCHAIENT LA ROUTE.

« *Si pénible qu'ait été la situation à Kharput en décembre, elle l'était encore davantage à Malatia, où* LES DÉCÈS PARMI LES DÉPORTÉS S'ÉLEVAIENT TOUS LES JOURS A QUARANTE OU CINQUANTE. *L'aide apportée par notre déléguée ne servait pas à grand'chose en raison de la constitution des déportés minés par la faim et les intempéries.*

« Cette courageuse Américaine n'en essaya pas moins de fonder un orphelinat. Les Turcs hésitèrent d'abord, mais ensuite l'autorisèrent à s'occuper de la moitié des enfants au-dessous de douze ans. Elle craint, cependant, qu'après son départ, ces femmes et ces enfants qui ont survécu jusqu'ici ne soient voués à la mort. *Les Turcs ne veulent rien faire pour eux,* REFUSANT MÊME D'ENTERRER LES MORTS.

« Les déportés sont parqués, moribonds, dans des camps comme Jevizlik, sur la route d'Erzeroum, qu'ils ne quitteront plus. Les hommes et les jeunes gens plus âgés ont été transférés dans ces camps sous divers prétextes. Dans aucun cas, ils ne sont autorisés à les quitter. Aucune nourriture ne leur est distribuée, excepté ce que leur apportent les femmes de la côte en échange de quelque argent. Des hommes des villages grecs de la région de Trébizonde ont été envoyés à Jevizlik.

« Des Turcs éminents de la région de Jevizlik sont

allés à Trébizonde pour protester contre l'inhumanité sans précédent qui consiste à enfermer ces Grecs dans un endroit entouré de fils de fer barbelés pour y mourir ostensiblement de maladie, mais en réalité de faim. Ces Turcs furent battus et renvoyés pour avoir plaidé la cause des chrétiens. Le maire de Trébizonde n'approuve pas la politique d'extermination et a fait ce qu'il a pu pour protéger les petits garçons. Le Vali du vilayet de Trébizonde est également opposé aux massacres et à la persécution des chrétiens, mais il est impuissant pour empêcher ce qui se passe. Son prédécesseur a essayé et a été déplacé. Le dernier gouverneur Sami Bey, refusa également de prendre des mesures contre les jeunes garçons et fut déplacé le mois dernier.

« Il est douteux que les membres du Cabinet et beaucoup de députés soient partisans de ce qui se passe, mais le gouvernement des nationalistes turcs n'est pas entre leurs mains. Un Comité secret, dans le genre de l'ancien Comité « Union et Progrès » règne et gouverne.

« Les kémalistes ont essayé d'appuyer leurs démentis sur les atrocités en citant l'autorité de Papa Efthyn, le patriarche turco-chrétien créé par eux et de son « évêque adjoint » à Césarée, où, d'après la presse d'Angora, une réunion de chrétiens a exprimé ses remerciements au Gouvernement d'Angora de « ses soins paternels ». Le patriarche œcuménique de Constantinople a dénoncé l'hypocrisie de ce procédé. »

L'opinion britannique

Le *Daily Chronicle* du 3 juin exprimait dans son article de tête l'opinion des milieux libéraux en disant :

« *Chaque jour apporte de nouvelles confirmations de l'effroyable barbarie avec laquelle les Turcs agissent à l'égard de la population grecque d'Anatolie.* Mercredi dernier, M. *Harmsworth* s'efforça de montrer la gravité de la situation. Les preuves qu'il donna émanant d'un témoin indépendant, démontrèrent que *ce fut par ordre du Gouvernement d'Angora que les petits garçons de race grecque dans la zone de Trébizonde sont rassemblée dans des cachots et y meurent de faim.* D'autres témoignages envoyés par une dame américaine du Comité d'assistance, qui vient d'arriver à Constantinople après un voyage à l'intérieur, *donnent un compte rendu déchirant de la déportation de la population grecque en entier sans nourriture ni vêtement, des groupes de femmes et d'enfants qu'elle trouva mourant de faim, et des cadavres qui jonchent la route. A son avis,* TOUTE LA RACE D'ANATOLIE EST CONDAMNÉE. L'Assemblée Nationale d'Athènes, après avoir entendu le récit navrant des atrocités présenté par le Ministre des Affaires Etrangères, a décidé d'envoyer une protestation formelle aux puissances civilisées du monde entier.

« Le Gouvernement Britannique a pris l'initiative de demander que d'autres puissances se joignent à lui pour envoyer une Commission d'enquête pour examiner la situation. La France a fait connaître son consentement à une coopération à condition qu'une semblable commission serait également envoyée afin de

faire une enquête au sujet des atrocités commises par les Grecs. Le Gouvernement d'Athènes n'a fait aucune objection à ce projet et a déclaré qu'une telle enquête serait la bienvenue. Pour l'instant, on attend, pour agir, la réponse du Gouvernement américain qui est attendue d'un moment à l'autre. *Le temps presse, car tous les jours des femmes et des enfants meurent de faim et par centaines.*

ON PEUT SE DEMANDER A QUOI SERT UNE ENQUÊTE DANS UN CAS COMME CELUI-LA ? *L'expérience qu'on a de telles enquêtes dans le passé démontre que, si elles ne sont pas complètement inutiles, trop souvent les commissions d'enquête arrivent seulement quand le mal est fait. Le Gouvernement kémaliste, il est vrai, est plus indifférent à la bonne opinion des Puissances Occidentales qu'aucun de ses prédécesseurs turcs ; il croit moins à l'unité de but des Etats Européens, ou à leur volonté d'intervenir.* D'autre part, il est en train de s'apercevoir que la République des Soviets est une alliée incertaine, et il désire obtenir un traité avantageux par la médiation des Puissances. Dans ces conditions, la seule présence d'officiers dûment accrédités représentant les Puissances Occidentales, y compris la France et l'Amérique, produirait la même retenue que la présence d'officiers européens a toujours produite par le passé. *Mais la mission ne pourrait servir à sauver des existences, à moins que des mesures d'assistance ne soient prises en même temps. Car la méthode adoptée par les Turcs est de laisser la faim faire son œuvre.*

Nous espérons que l'issue ne sera pas obscurcie par *de vagues allusions aux atrocités commises par les Grecs.* Nous ne voulons pas insinuer que les Grecs sont sans reproches. La seconde Commission d'enquête

trouvera peut-être des accusations à formuler qui demanderont des éclaircissements. Mais CE QUI CARACTÉRISE LES MASSACRES TURCS EST, PREMIÈREMENT, QU'ILS SONT GÉNÉRAUX ET ORDONNÉS PAR LES AUTORITÉS AVEC L'INTENTION DÉLIBÉRÉE D'ANÉANTISSEMENT, et deuxièmement, qu'*ils ont lieu en ce moment, que rien n'est fait pour sauver les Grecs du sort qui est échu à la nation arménienne.* Si les grandes Puissances agissent d'accord et vite, ils pourront peut-être sauver une partie de la population chrétienne ; S'ILS TARDENT, IL NE RESTERA PAS DE POPULATION A SAUVER. »

Le *Daily Telegraph*, de son côté, écrivait :

« De nouveaux témoignages de témoins américains montrent que les rapports précédents n'avaient nullement exagéré les carnages et les outrages des kémalistes en Asie Mineure. *Ces Américains sont arrivés dans le pays sans parti pris ou but politique à poursuivre.* Ils venaient travailler à une œuvre charitable et philanthropique et n'étaient occupés qu'à secourir la détresse. Jusqu'au moment où la réaction kémaliste s'est fait sentir, sous l'influence pernicieuse du Comité « Union et Progrès », et ses alliés bolchevistes, les missionnaires américains, les médecins, et les professeurs ne furent pas inquiétés, et ils étaient en assez bons termes avec la population musulmane. Ils rencontrent maintenant des obstacles, on les insulte et on les expulse. Un des chirurgiens qui a été déporté de Kharput avec le *Major Yowell*, est arrivé à Paris et a donné à notre correspondant un aperçu de la situation dans laquelle se trouve ce malheureux pays, dont il a été renvoyé. *Il a vu les réfugiés grecs par* 10.000 *passer à Kharput pendant les six derniers mois,*

ayant été chassés de la côte Pontique et de la région qui se trouve derrière le front gréco-turc. Les Grecs de la côte Pontique sont une population inoffensive établie le long de cette côte bien avant l'arrivée des tribus ottomanes, car ils descendent des colons Ioniens. Leur crime est d'être chrétien, une minorité religieuse gênante pour les féroces panislamistes qui ont maintenant le pays sous leur domination avec l'aide des armes et du ravitaillement soviétiques. Les bolchevistes détestent tous les chrétiens par principe, comme ils le prouvent par leurs persécutions vis-à-vis du Patriarche Tikhow et l'église orthodoxe en Russie. *Les kémalistes et le Comité « Union et Progrès » détestent les chrétiens grecs et arméniens aussi bien pour des raisons politiques que religieuses.* Ils ont toujours la crainte d'avoir à affronter les Puissances Occidentales qui leur demanderont des garanties et exigeront la protection des minorités de races et de sectes. *Le plus court chemin pour sortir d'embarras est d'exterminer les minorités en question, ou tout au moins de les réduire à un tel point que lorsqu'il sera question de faire un recensement, leur nombre apparaîtra infime. Ceci est en train d'être fait avec une minutie si parfaite que même au temps d'Abdul Hamid elle ne fut pas surpassée. Les exilés de la côte Pontique sont envoyés sous escorte vers les pays déserts et désolés de Van et de Bitlis. Là on ne peut se procurer ni nourriture ni abri et les pauvres diables ne peuvent qu'errer dans les montagnes solitaires jusqu'à ce qu'ils meurent.*

Le *Dr. Gibbons*, représentant d'un important journal américain (1), a obtenu quelques renseignements sur le sort de nombreux citoyens de Trébizonde qui

(1) Le *Christian Science Monitor*, de Boston.

ont été parqués dans un camp d'internement où ils sont enfermés derrière un enclos de fils de fer barbelés et meurent de faim et de maladie. Les enfants sont traités avec une cruauté délibérée. De jeunes garçons et filles sont arrachés à leurs parents et envoyés en troupeaux dans la campagne sans nourriture ou soins d'aucune sorte. Ils meurent naturellement comme des mouches en hiver, et une dame américaine, voyageant de Malatia à la côte, a vu LEURS CADAVRES JONCHANT LES ROUTES, OU ILS RESTENT SANS SÉPULTURE. *D'après une déclaration du Ministre des Affaires Etrangères à la Chambre grecque, 300.000 personnes auraient déjà péri dans les districts à proximité de la côte, sans compter celles de l'intérieur de l'Anatolie où il n'est pas possible de faire une enquête.* DANS CES CONDITIONS LES CHRÉTIENS D'ASIE MINEURE AURONT BIENTOT CESSÉ D'EXISTER. *Ne peut-on rien faire pour sauver les malheureux survivants ? Il est incontestable qu'un effort devrait être tenté au nom de l'humanité. Malheureusement, aucun Gouvernement, à part le nôtre, ne semble prendre un intérêt sérieux à cette question.* On aurait pu espérer que les Etats-Unis dont les citoyens ont tant fait pour secourir les chrétiens d'Asie Mineure seraient disposés à prendre une attitude énergique. Notre *Foreign Office* a proposé qu'une enquête officielle commune soit faite pour vérifier les faits, et que des mesures soient prises d'accord pour la protection des races persécutées. Des résultats appréciables pourraient être obtenus si les Etats-Unis voulaient bien prendre part à l'enquête, car le prestige de la République est grand en Orient ; et même le Cabinet d'Angora hésiterait à défier la Grande-Bretagne et l'Amérique réunies. Mais nous craignons qu'il y ait peu d'espoir que l'invitation de

l'Angleterre soit acceptée par le Secrétaire d'Etat du Président Harding. Le peuple des Etats-Unis, comme l'a indiqué notre correspondant à Washington hier, est encore très nerveux et préoccupé de la possibilité d'être entraîné dans les embarras des politiques européenne et asiatique. Etant individuellement bons et humains dans la vie privée, ils ne peuvent pas ne pas être émus par les malheurs des infortunés chrétiens d'Orient. Mais l'Arménie et l'Anatolie sont loin de l'Ohio, de l'Indiana et du Minnesota ; et les fermiers et les travailleurs du grand « *Middle West* », qui est le centre de gravité politique américain, ne désirent pas voir prendre des responsabilités aussi loin de chez eux.

Le Président *Harding* et plusieurs membres de son Cabinet, ainsi qu'un certain nombre d'Américains cultivés et qui ont voyagé, peuvent avoir le sentiment qu'il faudra un jour que la grande République abandonne son isolement et prenne sa part des charges et des devoirs internationaux. La Conférence de Washington fut un grand pas dans cette voie. Mais l'évolution se fait lentement et les hommes d'Etat, qui ont l'œil fixé attentivement sur la machine électorale, ne sont pas désireux de hâter la marche. L'opinion publique, à ce qu'on pense, n'approuverait pas l'utilisation des ressources diplomatiques et encore moins des ressources économiques et militaires des Etats-Unis pour réparer le tort fait à une communauté en Asie à laquelle l'Amérique n'est pas directement intéressée. Par conséquent il est probable que l'Amérique refusera de bouger dans cette circonstance ; et si l'Amérique ne veut rien faire, il n'est pas sûr que nous puissions nous-mêmes intervenir avec quelque chance de succès. *Les kémalistes ne feront vraisemblablement aucune attention à nos protestations, si elles ne sont*

appuyées par des actes, et l'action isolée de la Grande-Bretagne sans le soutien des Etats-Unis, et considérée avec une froide indifférence par nos alliés Européens, serait hérissée de difficultés. Nous n'avons pas de troupes disponibles pour envoyer en Orient ; nous pouvons avoir besoin de tout ce que nous avons dans des régions qui nous touchent de plus près que l'Arménie et la Côte Pontique. La seule armée disponible à proximité est l'armée grecque, et c'est pour nous une arme incertaine et hasardeuse. IL EST REGRETTABLE DE PENSER QUE L'EUROPE EST MOINS EN POSITION QU'ELLE NE L'AURAIT ÉTÉ IL Y A VINGT, TRENTE OU CINQUANTE ANS, D'EMPÊCHER OU DE PUNIR UN CRIME DU GENRE LE PLUS ODIEUX. Au temps de Salisbury et de Palmerston, la pensée que la Grande-Bretagne et la France ne pourraient qu'assister impassibles et impuissantes, tandis que des populations chrétiennes tout entières étaient anéanties par la barbarie turque, aurait semblé intolérable. »

Le 6 juin, le correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* écrivait :

« J'ai eu le privilège de pouvoir m'entretenir longuement hier avec le *Dr. Ward*, qui est arrivé à Londres, en route pour l'Amérique. Le *Dr. Ward* a bien voulu ajouter quelques nouveaux renseignements à ceux qui ont été donnés dans l'interview spéciale de notre correspondant de Paris et qui a paru dans le *Daily Telegraph* de vendredi. *Il a avoué être fort préoccupé des conditions dans lesquelles l'enquête projetée* — en supposant que les kémalistes ne s'y opposent pas formellement — *devra être menée*. Elle ne servirait pas à grand chose si les kémalistes étaient à même de surveiller la Commission, de façon à connaî-

tre à l'avance les dates de son passage dans telle ou telle région. *Dans ce cas, ils enverraient immédiatement d'Angora des ordres pour faire disparaître toutes traces de leurs forfaits. De même, on n'apprendrait que peu de chose si la Commission devait se contenter de suivre les quelques routes accessibles aux automobiles.* Les membres de la Commission devraient quitter ces sentiers battus et explorer les villages les plus éloignés et les régions montagneuses. Ils ne devraient pas se servir — s'ils ne connaissent pas eux-mêmes la langue du pays — d'interprètes intéressés, mais de préférence d'interprètes de leur propre nationalité ou de nationalité neutre. La Commission ne devrait pas non plus être composée uniquement de militaires. Des médecins devraient être présents, *afin que les Turcs ne puissent pas avoir recours à leur pratique habituelle de déclarer que les ossements humains qui sont découverts sont des ossements d'animaux.* Des femmes devraient faire partie de la Commission *afin de pénétrer dans les harems pour y interroger les jeunes filles d'origine chrétienne.* Enfin, la Commission, pour lui permettre de protéger les témoins contre les vengeances des Turcs après son départ, devrait avoir la faculté d'emmener ces témoins.

« Quant à savoir si les kémalistes donneraient leur consentement à une telle méthode d'enquête, c'est une autre affaire. *Pour empêcher les Arméniens de quitter le pays, les kémalistes ont édicté des lois décrétant virtuellement la confiscation de leurs biens dans ce cas* ; de même ils exigent maintenant que toutes les écoles étrangères soient sous la direction de professeurs ou d'inspecteurs turcs. *Quand les Français ont évacué la Cilicie, les 4.000 orphelins qui étaient con-*

fiés aux soins des Américains à Uria, Marash et Aintab furent emmenés en Syrie et au Liban. Mais les Turcs n'ont pas encore permis que ceux qui sont à Kharput et à Diarbekir soient emmenés en lieu sûr et ont refusé net de permettre à ceux de Konia de quitter le pays. Les membres du Comité d'Assistance Américain en Orient prennent soin à l'heure actuelle de 63.000 orphelins (30.000 au Caucase, 27.000 en Anatolie et en Turquie d'Europe et 6.000 en Syrie). Ce Comité nourrit également environ 200.000 réfugiés, dont 150.000 dans le Caucase, 40.000 en Anatolie et 10.000 en Syrie.

« Le *Dr. Ward* insiste de façon toute spéciale sur l'aide que ses collaborateurs et lui-même ont trouvé presque partout auprès du clergé musulman, ainsi que certains Turcs les plus fervents. Ceux-ci n'ont pas hésité maintes fois à exprimer le sentiment d'horreur que leur inspirait l'irreligion de la clique dirigeante d'Angora et de ses fonctionnaires principaux dans les provinces. Ces derniers mois, le groupe de politiciens le plus influent à Angora comprenait ces meneurs Jeunes Turcs, autrefois détenus à Malte, et la plupart d'entre eux membres du vieux Comité « Union et Progrès ».

« L'enquête projetée sur les atrocités turques en Anatolie s'étendrait — à ce que j'ai compris — aux districts de l'Arménie de Transcaucasie (la République d'Erivan) qui sont depuis très longtemps occupés militairement par les kémalistes, ainsi que les districts de Kars et de Sourmalou. *Les témoignages — résumés ci-dessous — de citoyens américains qui ont fait une enquête montrent qu'il y a un an des massacres importants ont eu lieu dans cette région et on a appris que d'autres s'étaient produits depuis.*

« Le 28 avril 1921, *Mr. Charles P. Grant*, représentant du Comité Américain à Karakalissa, *ayant été informé que dans la région d'Akboulagh, d'où les Turcs s'étaient récemment retirés*, UN GRAND NOMBRE DE CADAVRES AVAIENT ÉTÉ DÉCOUVERTS, LA PLUPART D'ENFANTS, se rendit dans ce pays, accompagné du Révérend *T. Acton* et de M. George Bey Mamikonian, membres également du Comité Américain. Leur guide les conduisit d'Akboulagh vers les montagnes de Djardour. Avant d'atteindre la gorge de Djadjour, le guide arrêta le groupe d'automobilistes et les pria de le suivre à pied. TOUT LE LONG DE LA RIVIÈRE QUI COULE DANS UNE VALLÉE PROFONDE ET DROITE, ILS TROUVÈRENT UN GRAND NOMBRE DE CADAVRES, DONT LA PLUPART ÉTAIENT DES ENFANTS. ILS VIRENT AUSSI DES CADAVRES SUR LES BORDS DE LA RIVIÈRE, RECOUVERTS PARTIELLEMENT PAR LE SABLE. DE NOMBREUX CADAVRES FURENT TROUVÉS SUR LES CAILLOUX. ILS AVAIENT SANS DOUTE ÉTÉ REJETÉS PAR UNE CRUE DE LA RIVIÈRE.

« *Après avoir examiné la nature des blessures, les voyageurs furent convaincus que ces cadavres étaient ceux des habitants des villages arméniens environnants, qui avaient été massacrés trois ou quatre mois auparavant. Cette hypothèse semble assez plausible, d'autant que les villageois survivants purent identifier certains cadavres. Le nombre approximatif des victimes devait être de* 12.000, dont les deux tiers étaient des réfugiés de Kars et d'Alexandropol. Les Américains ramassèrent des cartouches, mais *la plupart des victimes avaient été tuées avec une baïonnette ou un sabre. L'absence de cadavres mâles était frappante, la victime du sexe masculin la plus âgée étant un jeune garçon de quatorze ans environ.*

« *Les victimes qui furent fusillées, durent l'être à bout portant, après avoir été alignées le long des deux versants de la vallée, les cartouches ayant été trouvées à cinq ou six pas de la rivière. Le plateau était jonché de lambeaux de vêtements féminins, semblant indiquer que* LES FEMMES AVAIENT ÉTÉ SOUMISES AUX PLUS ODIEUX OUTRAGES.

« *Le rapport du Comité Américain fut confirmé à quelque temps de là par la découverte d'un télégramme portant le numéro* 182, *en date du* 2 *mai* 1921, *de la Commission Militaire du district de Karakilissa, adressé aux fonctionnaires subalternes à Hamanlou, leur ordonnant d'enterrer les cadavres des Arméniens massacrés des villages de Kaltakdji, Akboulagh et Parabal. Une bande fut apparemment organisée dans ce but et se rendit sur les lieux des massacres pour faire ce travail. L'état de putréfaction des cadavres était tel qu'on décida de les enterrer sur place.* L'inhumation eut lieu entre le 4 et le 11 mai. Les autorités réquisitionnèrent dans ce but tous les moyens de transport et tous les travailleurs disponibles des huit villages environnants. »



NEAR EAST RELIEF

Les Etablissements de la *Commission de Secours Américaine* dans le Proche-Orient.

DEUXIEME PARTIE

QUELQUES TÉMOIGNAGES AMÉRICAINS

Le Dr. Ward

Nous publions ci-dessous le texte in-extenso *du mérorandum du Dr. Mark H. Ward, directeur de l'hôpital américain de Karpout, sur les déportations des Grecs, de mai* 1921 *à janvier* 1922.

A ce mémorandum sont joints des extraits du journal du docteur Ward, alors qu'il se trouvait à Mézereh, vilayet de Mamuret-ul-Aziz, en Anatolie, extraits où se trouvent les chiffres des déportés comptés entre le 26 *mai* 1921 *et le* 23 *février* 1922.

« Du 26 mai 1921, jusqu'en janvier 1922, un total de 20.378 déportés arrivèrent à Kharput. 18.000 environ étaient des Grecs, sujets ottomans, tandis que les autres deux mille étaient des Arméniens. Ils étaient originaires des localités suivantes (citées dans l'ordre d'arrivée des déportés) : Konia, Césarée, Amasia, Bilijak, Eskishehir et des villages près Brousse, Eregli, Afium Karahissar, Alisher, Kutahia, Sivri Hissar, Akshehir, Keroman, Haymans, Ordu, Kerasoum, Samsoun, Khanza, Topejuk, Marsivan, Koppy, Vozir-Kupru, Sparta, Burdur, Endemish.

« Suivant les rapports par nous reçus, 30.000 jusqu'à présent auraient quitté Sivas pour Kharput. Cependant 5.000 environ réussirent à s'échapper tandis qu'ils traversaient en cours de route les villes et les villages. Dans la seule ville de Malatia, il y eut

durant les mois d'hiver 4.000 réfugiés. L'hôpital américain en secourut 400, tout en recueillant, dans un orphelinat, plus de 600 enfants. Mille demeuraient sans aide, quant aux deux autres mille restés à Malatia, ils moururent en hiver, les uns du typhus, les autres d'inanition.

« Des déportés traînés le long des routes, plusieurs tombaient épuisés. N'ayant rien à se mettre, ils mouraient de froid durant les nuits d'hiver.

« Un Américain se rendant de Sivas à Kharput au mois de décembre dernier compta 1.500 corps sur les bords du chemin. Un autre, l'ayant précédé de quelques jours sur le parcours de Malatia-Kharput, en compta 150. Ces derniers étaient des corps de femmes et d'enfants. Certains d'entre eux gisaient là où ils étaient tombés, au milieu de la route, tandis que d'autres semblaient avoir eu juste assez de force pour se traîner jusqu'au bord afin de ne pas être écrasés.

« En tenant compte des 500 qui moururent en cours de route, ainsi que de ceux qui réussirent à s'échapper durant la marche du convoi, 20.000 seulement arrivèrent à Kharput. Malgré de graves difficultés l'hôpital du « Secours Américain dans le Proche-Orient » put, au passage, distribuer des vivres à la plupart des 38 convois ; 5.000 réfugiés à peu près demeurèrent à Kharput ainsi que dans les villages environnants. De ceux-ci 3.000 reçurent régulièrement leur ration de pain, de l'hôpital américain. Néanmoins durant les mois les plus rigoureux de l'hiver, plusieurs moururent d'inanition et de froid. Une épi-

démie de typhus se déclara en outre et se propagea, malgré les mesures prises, avec une extrême rapidité.

« Durant sept mois, à Kharput, plus de 1.300 réfugiés furent admis dans notre hôpital. Sur les 1.300, malgré les plus grands soins, 341 moururent, soit 25 0/0. Dans le plus important des camps d'isolement moururent 600 personnes, tandis que dans le vilayet entier, le nombre des morts atteignait 2.000. A l'exception du secours américain, aucune aide ne fut apportée. Environ 15.000 réfugiés furent envoyés à travers les hautes montagnes du sud de Diarbékir.

« D'après les constatations américaines de là-bas, 12.000 déportés seulement arrivèrent dans cette ville, les 3.000 autres ayant péri sous la neige ; tandis qu'ils traversaient Diarbékir, des vivres leur furent distribués. 2.000 passèrent l'hiver dans cette ville. La moitié mourut d'inanition, de maladies contagieuses et de froid. Ainsi, des 30.000 qui avaient quitté Sivas 10.000 seulement passèrent le Tigre à Diarbékir pour se rendre dans le vilayet de Bitlis.

« Au delà, nous ne savons plus rien. Nous n'en avons jamais plus entendu parler. A juger par la nature du pays et l'aridité des montagnes, le nombre des survivants doit être infime. Des 30.000 réfugiés, d'après ce que nous sommes en état de savoir, 6.000 doivent encore être en vie, 2.000 à Malatia, 3.000 à Kharput et 1.000 à Diarbékir.

« Les premiers convois étaient pour la plupart composés d'hommes dans la force de l'âge. Ceux-ci étaient généralement employés au travail des routes entre Karpout et Diarbékir. Ils ne recevaient pas de salaire et leur ration quotidienne se composait d'un peu de soupe maigre et de 200 grammes de pain. Ils n'avaient

pas le droit de s'abriter la nuit et devaient, malgré un hiver rigoureux, dormir en plein air, sans paillasse ni couverture.

« Dépourvus de tous soins médicaux, quand leur état de santé ne leur permettait plus de travailler, on les laissait mourir en leur coupant les vivres. Dans certains cas, et à prix d'or, on permettait à un réfugié de rester travailler dans quelque grande ville. Quelques-uns réussirent ainsi à entrer en rapport avec des amis et à recevoir de l'argent par l'entremise de la banque agricole. Mais après les premières déportations, les convois ne comprenaient plus que des femmes, des enfants et quelques vieillards. On les autorisait parfois à voyager dans leur char traîné par des bœufs ou bien à dos d'âne. Mais, le plus souvent on les forçait à marcher et leurs bagages consistaient uniquement en ce qu'ils pouvaient porter sur leur dos. Cette mesure était particulièrement pénible pour les femmes qui avaient des enfants. Ces derniers étaient obligés de marcher, leur mère ayant les effets et les vivres à porter. Les enfants tombaient les premiers, se traînaient jusque vers le bord de la route et mouraient. Les bébés naissaient sur le chemin et mouraient bientôt, leur mère devant poursuivre sa route. Même dans l'hôpital américain, où trente-trois bébés vinrent au monde, treize seulement survécurent et sur les treize, la moitié d'entre eux n'offrait guère d'espoir de croissance. Dix enfants naquirent prématurément et moururent.

« Quant à certains réfugiés malades, la permission nous fut donnée de les recueillir à l'hôpital, à condition toutefois, qu'ils fussent munis d'une autorisation délivrée par le médecin militaire local à la suite d'un examen médical.

« Parfois les malades devaient attendre cette autorisation quatre jours et souvent ils durent payer une certaine somme audit officier de santé.

« Il nous était interdit de donner du travail aux réfugiés et ce ne fut qu'à la suite de grandes difficultés que nous fûmes autorisés à distribuer des vêtements à tous ceux qui ne possédaient plus que quelques haillons pour couvrir leur nudité.

« Au printemps, aussitôt que les routes devinrent praticables à travers les montagnes, de nouveaux convois passèrent à Kharput. Ces convois étaient principalement formés de survivants qui avaient réussi à passer l'hiver dans des villes entre Sivas et Kharput. On les traînait ainsi le long des routes afin de faire de la place aux convois nouveaux partis du nord et destinés aux montagnes de Bitlis. Tous les déportés savaient qu'ils étaient envoyés là pour y mourir. Les Turcs le savaient aussi. Il n'y avait, en effet, pour la plupart d'entre eux, aucune chance de trouver sur ces hautes montagnes de quoi s'abriter et se nourrir.

Signé : MARK H. WARD.

Extraits du Journal du Dr Mark H. Ward 1921

Dates		Nombre des victimes
26 mai.	—50 hommes arrivent sous escorte en ville. Ils venaient de Konia, d'Amasia et de Césarée. Il y avait 34 Turcs, 10 Grecs et 6 Arméniens. L'un d'eux, Dikran Trahian, était de Constantinople. Ils avaient reçu une certaine aide de la part du « Secours Américain du Proche Orient » à Sivas. *Plus tard.* — Ils sont destinés aux montagnes de Bitlis. — On les garda ici en prison pendant deux jours, après quoi ils furent réexpédiés sur Diarbékir.....	50
29 mai.	—140 arrivèrent aujourd'hui de Bilijek : 30 Arméniens, 110 Grecs. Le convoi se composait de 300 au départ, mais plusieurs moururent en route. *Plus tard.* — Le 17 juin ils furent répartis dans les boutiques et les caravansérails de Mezereh. Le lendemain, ils commençaient à être admis dans notre hôpital, atteints de typhus. Ils étaient dans un état pitoyable. Plusieurs moururent..	140

Dates — Nombre des victimes (suite)

3 juin.—312 hommes d'Eskishehir et de Kutahia arrivèrent aujourd'hui. Ayant été volés sur le parcours Sivri Hissar-Mamuret-ul-Aziz et n'ayant plus eu de quoi s'acheter des vivres, ils se nourrirent d'herbes. 20 furent reçus chez nous, atteints de fièvres paludéennes et de typhus.

Plus tard. — Ce convoi fut isolé durant vingt-cinq jours. Des chrétiens du pays furent autorisés à leur envoyer des vivres. Mais le Gouvernement supprima les rations; 125 Grecs, 187 Arméniens 312

13 juin.—574 hommes arrivèrent aujourd'hui d'Eskishehir, de Bilijek, de Sivri-Hissar, Kutahia et Afium-Kara-Hissar. La plupart d'entre eux, sans le sou, et ayant été volés en route. 200 Grecs, 374 Arméniens.

Plus tard. — Ils furent isolés durant trente-cinq jours, après quoi ils furent envoyés dans les villages environnants de Kharput. Nous fûmes autorisés à leur envoyer du pain durant leur séjour dans la ville..... 574

20 juin.—10 personnes arrivèrent aujourd'hui de Konia. Elles furent admises, afin d'être débarrassées

de leur vermine, à l'hôpital américain. Les réfugiés atteints de typhus ou sur le point de l'être, sont, malgré tout, l'objet de certains soins de la part des autorités, vu le danger qu'ils présentent pour le reste de la population turque. Ce petit groupe de dix était constitué d'hommes distingués. Il comprenait un prêtre grec, un riche ingénieur, un négociant aisé avec sa femme, et l'éminent professeur Haigazian, président du collège américain de Konia. Le professeur Haigazian est un diplômé des Universités de Colombia et de Yale, ainsi que de « l'Union Theological Seminary ». Il parle l'anglais à la perfection. Il paraît faible et malade. Nous faisons notre possible pour lui.

Plus tard. — Le 23, le Gouvernement nous ordonna d'envoyer le professeur Haigazian au camp d'isolement. C'était extrêmement dangereux pour lui, vu la malpropreté du camp et la quasi-impossibilité de se prémunir contre toute contagion. Le 28, la plupart de ses compagnons quittèrent la ville. Mais le professeur Haiga-

Dates

Nombre des victimes (suite)

zian, ayant payé une somme de 15 livres d'or, fut autorisé à rester. Le lendemain, nous le reçûmes à l'hôpital. Mais à ce moment-là l'épidémie de typhus faisait rage et le professeur Haïgazian, malgré nos efforts désespérés, mourut le 7 juillet. On nous accorda la permission de l'inhumer 10

27 juin.—350 hommes (50 Grecs, 300 Arméniens), après avoir quitté Konia le 30 mai, arrivèrent aujourd'hui à Mezereh. Ils furent déportés sous prétexte qu'ils n'étaient pas natifs de cette ville. Parmi eux se trouvaient 5 travailleurs au service de notre hôpital et orphelinat. L'un d'eux mourut à Malatia du typhus, tandis qu'un autre obtenait la permission de rester à Sivas avec les Américains de cette ville.

Plus tard. — Une quarantaine de quatre semaines leur fut infligée. Ils furent ensuite répartis dans les alentours de Mezereh 350

4 juil.—450 hommes (170 Grecs, 280 Arméniens), qui avaient quitté Akshehir le 4 juin, arrivèrent aujourd'hui à Mezereh.

Dates		Nombre des victimes (suite)
	Plus tard. — Ils furent, au bout de trois mois, envoyés aux villages de Palu.....	450
17 juil.	—660 hommes natifs de Konia, pour la plupart des négociants aisés, sont arrivés aujourd'hui. (456 Grecs, 204 Arméniens). Ils sont en route depuis 40 jours. Parmi eux se trouve Michael Oglu Demetri (James M. Johnson), de Détroit (Etat de Michigan). *Plus tard.* — Ils étaient en état satisfaisants et furent, au bout de 3 jours, envoyés dans diverses villes du Vilayet.....	660
19 juil.	—602 hommes (302 Grecs, 300 Arméniens) d'Afium Karahissar, Akshehir, Karaman, Eregli, Haymans, Kutahia, Eskishehir et des villages de Konia, arrivèrent aujourd'hui dans notre ville. 370 sont sans le sou. C'est nous qui leur distribuons du pain. *Plus tard.* — Au bout d'un mois ils furent répartis dans des villages environnants.....	602
18 juil.	—722 Grecs d'Ordu et de Kerassun arrivèrent aujourd'hui par la route d'Arabkir. Parmi eux se trouvait une femme qui, étant sortie de chez elle pour dire	

Dates		Nombre des victimes (suite)
	adieu à son mari, avait été emmenée de force.	
	Plus tard. — Elle fut conduite à l'hôpital où elle resta pendant plus d'une semaine. Après quoi, la marche du convoi ayant repris vers le Sud sur Bitlis et Van, elle rejoignit son mari. Parmi eux, 384 étaient sans ressources. Nous fûmes obligés de leur venir en aide..	722
25 juil.	—496 Grecs d'Ordu et de Kerassun arrivèrent aujourd'hui. Ils furent isolés durant deux semaines, après quoi on les dirigea vers le Sud.	
	Nous venons d'apprendre que plusieurs convois venant de Samsun ont été envoyés dans la région de Divrick.....	496
28 juil.	—161 Grecs de Kerassun et de la Mer Noire arrivèrent aujourd'hui.	
	Plus tard. — 90 étant sans ressources, nous fûmes obligés de leur donner du pain durant les deux semaines qu'ils passèrent ici.....	161
4 août.	—64 Grecs des villages environnants d'Ordu arrivèrent aujourd'hui. — A 25 d'entre eux, totalement dépourvus de ressour-	

Dates		Nombre des victimes (suite)
	ces, nous distribuâmes du pain durant leur séjour.	
	Plus tard. — Au bout de deux semaines, ils furent envoyé sur Bitlis.....	64
4 août.	—2.000 personnes, pour la plupart des enfants et des femmes, accompagnés de quelques vieillards, camperont ce soir en dehors de la ville. Ce sont des Grecs de Zara (vilayet de Sivas). Ils voyagent avec leurs chars et tout leur bétail. Mais ils manquent de pain. Nous leur avons envoyé 1.778 rations, au moyen d'automobiles. 300 d'entre eux sont très pauvres.	
	Plus tard. — Au bout de quatre jours, ils furent répartis dans les différents villages du vilayet. Plusieurs furent obligés, pour vivre, de faire des grands sacrifices et de vendre leur bétail et leur char.....	2,000
21 août.	—22 hommes de Kerassun et d'Ordu arrivèrent aujourd'hui. Ils furent envoyés à l'hôpital pour être désinfectés.	
	Plus tard. — Au bout d'une semaine, ils reprirent leur marche	22
27 août.	—80 personnes du village Tebejik,	

Dates

Nombre des victimes (suite)

près de Samsun arrivèrent aujourd'hui. Ils avaient été volés chez eux et en cours de route.

Plus tard. — Quoique ces gens mourussent d'inanition, ils furent obligés de poursuivre leur marche vers le Sud, et ils ne restèrent qu'une nuit..... 80

27 août.—1.230 personnes, pour la plupart femmes et enfants, traversèrent Mezereh la nuit. Ils avaient campé la veille à une distance de 8 kilomètres de la ville. Ils venaient d'Amasia, Khanza, Iledig, Marsivan, Torpojuk et des villages environnants de Samsoun. La marche précipitée qui leur avait été imposée, rendait leur état pitoyable. Ils mouraient de faim. Les ayant rencontrés en camion, j'en ramenais 50 à l'hôpital. Une femme mourut, tandis qu'elle était transportée dans l'auto ; deux autres ayant succombé furent laissées sur la route. Certains avaient des chars traînés par des bœufs, mais la plupart allait à pied, portant ses hardes sur le dos. Des enfants très jeunes étaient obligés de marcher. Leur lieu d'exil étant Van ou Bitlis..... 1,230

Dates		Nombre des victimes (suite)
30 août.—	1.650 Grecs, femmes et enfants suivis de quelques vieillards, traversèrent Mezereh la nuit. Ils criaient en marchant par les rues : « Nous mourons de soif ». « Trouvez-nous un peu d'eau ». La chaleur avait été accablante et leur condition était vraiment lamentable. Nous envoyâmes 1.700 rations de pain, derrière eux, sur la route. Venus de Marsivan et des villages situés entre cette ville et Samsun, ils étaient exilés à Bitlis.....	1,650
31 août.—	Un convoi de 1.284 personnes venant de Marsivan, Khanza, Amassia, Koppy et Hadign traversa Mezereh à 4 heures du matin sans s'arrêter. 2.568 rations de pain leur furent envoyées. Le convoi marche à destination de Bitlis.....	1,284
9 sept.—	200 personnes, femmes, enfants et vieillards, venant d'Eskishehir et de Kutahia, passèrent aujourd'hui par Mezereh. Il y a quatre mois qu'ils sont sur la route. Leur état est lamentable.	200
21 sept.—	52 hommes (48 Grecs, 4 Arméniens) ayant quitté Konia le 1er août et se dirigeant vers le Sud, passèrent aujourd'hui par la ville.....	52

Dates		Nombre des victimes (suite)
24 sept.	—169 Grecs de Samsoun, Vezir Kupru, etc. arrivèrent cet après-midi, dans un état pitoyable. Aussitôt dans la ville, ils commencèrent par mendier du pain et des vivres en parcourant les rues. Le lendemain soir, nous leur envoyâmes du pain. Aussitôt après, ils reçurent l'ordre de repartir	169
26 sept.	—385 hommes et femmes de Konia reçurent, après avoir passé une nuit dans notre ville, l'ordre de repartir vers le Sud.....	385
28 sept.	—125 hommes de Konia, Karaman, Eregli, Nigdo et Césarée, se rendant à Bitlis, passèrent par la ville.....	125
3 oct.	—Aujourd'hui dimanche. La police, ayant effectué une ronde, rassembla environ 250 déportés qui, appartenant à des convois antérieurs, avaient été autorisés à rester à Mezereh. Dans l'après-midi, l'ordre de se remettre en marche leur fut donné tout en laissant derrière eux leurs bagages. Néanmoins, après avoir parcouru une distance de 14 kilomètres, on leur permit d'envoyer chercher, au moyen de chariots, leurs effets à l'arrière. Une somme de sept	

Dates		Nombre des victimes (suite)
	medjids fut exigée par paquet, soit à peu près 41/2 lires-papier. Ces hommes, rassemblés de la sorte, étaient destinés par le Gouvernement aux travaux de la route Aghavni-Diarbekir.	
4 oct.	—160 hommes de la région de Samsun arrivèrent hier soir et passèrent la nuit dans les champs, au sud de la ville....	169
4 oct.	—136 hommes de la périphérie de Konia arrivèrent ce matin à cinq heures. Ils repartirent dans l'après-midi.....	136
9 oct.	—43 hommes d'Ordu arrivèrent ce soir à 6 heures. Leur état est absolument lamentable. Ils sont à moitié morts. On les envoya au camp d'isolement... Ce matin un de nos garçons qui distribue le pain, un Grec, s'étant rendu dans un village avoisinant, rentra à Mezereh, après avoir été attaqué par des Turcs et couvert de coups	431
16 oct.	—600 personnes sans ressources arrivèrent aujourd'hui et continuèrent leur route vers Diarbékir	600
20 oct.	—Aujourd'hui, l'Inspecteur sanitaire du Gouvernement a établi en dehors de la ville un large	

Dates		Nombre des victimes (suite)
	camp d'isolement. Il y rassembla 680 déportés. Le « Secours du Proche Orient » reçut la permission de leur envoyer du pain, du savon, du bois et des vêtements.	
23 oct.	—77 personnes, des hommes pour la plupart, furent conduits, en arrivant, au poste de police. Le soir, l'ordre de continuer leur marche vers Osmanie leur fut donné. Ils seront employés à la réparation des routes.....	77
6 nov.	—68 hommes ayant passé la nuit quittèrent la ville aujourd'hui, se dirigeant vers le Sud. Un groupe de déportés de Gumush-Maden, destiné aussi au travail des routes, traversa la ville, se dirigeant vers Osmanie. Ce sont des déportés qui reviennent de Maden où ils furent envoyés, il y a cinq ou six mois.....	68
10 nov.	—1.700 réfugiés, hommes, femmes, enfants, arrivèrent à Mezereh par la route d'Arabkir. Ils étaient 2.000 au départ mais, en traversant les hautes montagnes, une bourrasque de neige les surprit et 300 y restèrent. Malgré leur état lamentable, ils furent astreints à continuer leur route sur Bitlis.....	1.700

Dates		Nombre des victimes (suite)
11 nov.	—154 hommes des districts d'Eregli et de Karaman arrivèrent aujourd'hui et furent envoyés vers le Sud pour le travail des routes	154
15 nov.	—1.500 hommes, femmes et enfants passèrent tard dans l'après-midi par la ville. On ne leur permit pas de s'arrêter, mais on nous autorisa à leur envoyer du pain au moyen d'automobiles	1,500
18 nov.	—850 femmes et enfants du vilayet de Sivas arrivèrent aujourd'hui. Ils avaient l'air pauvre et misérable, mais on ne nous autorisa à leur donner du pain que pour deux jours. Un groupe d'environ 30 hommes, venant de Gumush, envoyés làbas pour six mois, afin de réparer les routes, traversa la ville..	850
19 nov.	—350 femmes et enfants ramassés parmi les réfugiés de Malatia, arrivèrent aujourd'hui, se rendant à Bitlis.....	350
27 nov.	—Un nouveau groupe constitué hors de la ville, au camp d'isolement et comprenant environ 270 personnes, fut déporté cet après-midi. C'est un dimanche froid et pluvieux. N'ayant pas	

Dates | Nombre des victimes (suite)

été avertis, il nous fut impossible de leur procurer du pain pour le voyage. Ils ont dû terriblement souffrir en traversant, par ces temps, les hautes montagnes.

24 nov.—700 femmes et enfants se rendant à Bitlis de Sivas et d'Ordu passèrent la nuit dans notre ville. Nous distribuâmes quatre rations de pain par personne. . 700

8 déc.—80 hommes qui avaient travaillé sur les routes d'Osmanie, épuisés et malades, ont été ramenés à Mezereh et envoyés au camp d'isolement.

13 déc.—1.400 déportés arrivèrent aujourd'hui. Ils étaient primitivement partis d'Ordu, de Kerassun, d'Amasia, de Sparta, de Burdur et d'Endemish. Certains avaient stationné quelques mois à Césarée et à Sivas et étaient maintenant déportés pour la seconde fois à Bitlis. Ils étaient plus de 2.500 en quittant Césarée, mais plusieurs moururent en route d'inanition et de froid. Volés durant le parcours, ils arrivèrent dans un état pitoyable.

Plus tard. — En dépit de l'état lamentable dans lequel ils étaient, après trois jours, au mi-

Dates | Nombre des victimes (suite)

lieu d'une bourrasque de neige, ils reprenaient leur marche.... 1.400

15 déc.—600 Grecs arrivèrent aujourd'hui de la périphérie de Sivas. Ils avaient l'air misérable et rapportèrent que plusieurs d'entre eux étaient morts en cours de route. Au convoi qui reçut l'ordre de continuer sa marche, 300 Grecs de notre camp d'isolement furent ajoutés. Comme les tempêtes de neige avaient été nombreuses au cours de la dernière semaine et que le froid était extrêmement rigoureux, ce convoi fut obligé d'attendre quelques jours au pied de la montagne sur la route de Diarbékir. L'officier turc rapporta qu'avant même d'entreprendre la traversée, 300 étaient morts de froid. Les plus terrifiants détails nous furent donnés par un évadé du convoi, rentré plus tard à Mezereh. Ce dernier nous parla aussi de la situation misérable des travailleurs de routes. Ils ne recevaient en effet par jour du Gouvernement qu'une seule ration de pain et qu'un peu de soupe. Quand ils tombaient malades, cette ration leur était

Dates

Nombre des victimes (suite)

refusée. On les laissait ainsi, malades, mourir de faim.

La situation de notre camp d'isolement à Mezereh est extrêmement mauvaise. 20 à 25 0/0 des réfugiés meurent par jour du typhus 600

30 déc.—15 personnes moururent hier soir au camp d'isolement.

31 déc.—300 personnes, hommes et femmes, arrivèrent aujourd'hui de la région de Konia. Leur condition n'était pas trop mauvaise, vu les étoffes et bijoux qu'ils avaient à vendre. Ils partirent le 1er janvier pour Bitlis. D'après ce qu'on rapporte, ils furent volés au pied de la montagne. Plusieurs moururent de froid 300

1922

2 janv.—Un groupe de 180 personnes provenant de notre camp d'isolement fut déporté aujourd'hui, malgré la bourrasque de neige. Il nous fut malheureusement impossible de leur donner des vivres pour le voyage.

23 janv.—Un autre groupe d'environ 100 personnes est parti aujourd'hui malgré la neige et les routes impraticables.

Dates		Nombre des victimes (suite)
15 fév.	—100 déportés furent aujourd'hui envoyés à travers les montagnes de Malatia à Bitlis.	
23 fév.	—Depuis l'institution de notre camp de réfugiés, il y a quatre mois, plus de 600 moururent. En décembre, 20 par jour mouraient en moyenne. Actuellement, un ou deux seulement. Il fut un temps où nous eûmes 900 réfugiés à la fois. Aujourd'hui, nous n'en avons plus que 450.	
	**Total.. .. .. .

Miss B. Bannerman-Murdoch et M. I. M. Knapp

Le Comité arménien anglais a reçu les détails suivants de deux membres de la Commission de Secours américaine, Miss B. Bannerman Murdoch et M. I. M. Knapp arrivant à Constantinople de Arabkir (intérieur de l'Anatolie, cent kilomètres O.-N.-O. de Karput).

Ils estiment à 10.000 *le nombre des déportés ayant passé par Arabkir, de juillet* 1921 *à mars* 1922 :

« Les déportations commencèrent en juillet 1921, quand arrivèrent 600 déportés grecs d'âge militaire. Puis suivirent 250 à 300 Grecs, pour la plupart de la région d'Ordu. Un homme accompagnait parfois sa famille, mais c'étaient, en général, des femmes et des enfants.

« Il nous fut nécessaire de fournir du pain à la plupart d'entre eux quotidiennement pendant tout l'hiver, jusqu'à notre départ.

« Il y eut ensuite un groupe d'une centaine de vieillards dont certains paraissaient avoir atteint quatre-vingt-dix années. Une caravane d'un millier arriva à Arabkir à la fin de l'automne et fut parquée sur une colline qui domine la ville. Quelques jours après, par un froid matin, ils furent remis en route sur Karput.

« Ce fut un spectacle que l'on ne peut oublier que de voir ces femmes âgées et ces hommes, pour ne rien dire de femmes plus jeunes et d'enfants portant sur

leur dos de gros colis d'objets de couchage, de nourriture et de fagots, ayant sur leurs épaules bien souvent un enfant, et portant à bout de bras des pots et des paniers. Beaucoup d'entre eux ne devaient jamais atteindre leur destination, car l'orage qui menaçait à l'aurore sur les montagnes devint une tourmente lorsqu'ils y arrivèrent, et les routes étaient jonchées de leurs cadavres le lendemain. Nous avons personnellement vu cela et, en visitant l'une des maisons arméniennes où ceux qui étaient incapables de marcher avaient été laissés en arrière, nous découvrîmes plusieurs cadavres étendus sur le plancher et un certain nombre d'agonisants avec des nourrissons agrippés sur leur corps. Beaucoup d'entre les femmes étaient incapables d'emmener leurs enfants et étaient obligées de les abandonner sur le bord de la route. Nous recueillîmes dans notre orphelinat une vingtaine de ces petits dont plusieurs ne purent survivre à la famine et au froid qu'ils avaient dû endurer. Nous sommes convaincus, d'après la politique du gouvernement turc, qui fait marcher ces déportés les jours où le froid est le plus intense, que l'intention de ce gouvernement est de les faire périr. Les deux rations de pain par jour que l'on donne aux déportés qui travaillent sur les routes sont insuffisantes pour leur nourriture, et comme on leur coupe ces rations de moitié lorsqu'ils montrent des signes de faiblesse, cela démontre que l'affamement lent est une méthode voulue pour arriver à leur extermination. »

Le Dr Herbert Adams Gibbons

Le Dr Herbert A. Gibbons, qui a visité la région de Trébizonde, en mai 1922, comme envoyé spécial du grand organe américain : *Christian Science Monitor* de Boston, a envoyé à son journal une longue série de lettres qui confirment tout ce qui a été dit précédemment. Au sujet de Trébizonde même, il déclare:

« L'hôpital grec et les écoles grecques ont été fermées. Les maîtresses d'école ne sont même pas autorisées à donner des leçons particulières. Il n'y a plus aucun homme grec dans les affaires quelles qu'elles soient. Quelques boutiques sont tenues par des femmes, qui travaillent également comme portefaix et débardeurs. Par ordre du Gouvernement d'Angora, les Turcs rassemblent les jeunes garçons de onze à quatorze ans et les enferment dans des cachots à moitié souterrains près du Palais du Gouvernement. Environ trois cents d'entre eux furent ainsi rassemblés à Trébizonde le 20 mai. Si on s'en tient aux précédents, ces enfants seront envoyés après leurs aînés dans un camp d'internement de l'intérieur. L'ancien Comité « Union et Progrès » gouverne la Turquie nationaliste. Ce Comité secret a ses représentants dans toutes les villes, et son autorité est plus grande que celle même du Vali. »

Miss Ethel Thompson

Le « Daily Telegraph » publie le récit suivant, signé par miss Ethel Thompson, de Boston (Massachusetts), au sujet de son activité à l'intérieur de l'Anatolie, d'août 1921 au 11 juin 1922 :

« En faisant cette déclaration, je désire établir tout d'abord que je n'appartiens plus à la Commission de Secours du Proche Orient, car je ne veux pas entraver en aucune façon l'activité d'une organisation qui fait une œuvre splendide au point de vue humanitaire dans l'intérieur de l'Anatolie au bénéfice de tous ceux qui souffrent, quelles que soient leur nationalité ou leur religion. Mais, d'autre part, citoyenne américaine, n'appartenant à aucune organisation, rien ne peut m'empêcher de dire au monde civilisé le traitement inhumain et les horreurs auxquels des chrétiens, hommes, femmes et enfants, ont été soumis au cours de l'année dernière, en Anatolie, sous le gouvernement kémaliste.

« Je me suis rendue en Anatolie pour m'occuper d'orphelins au compte de la Commission de Secours du Proche Orient, sans préjudice de race ou de religion. J'ai quitté l'Anatolie avec un sentiment d'horreur devant le fait qu'en 1922, de telles choses puissent exister sous n'importe quel gouvernement ou dans n'importe quel peuple. Je n'ai lu ni les rapports du docteur Ward, ni ceux de M. Yowell, mais j'ai travaillé ave ceux à Kharput et je peux témoigner que leur but était purement humanitaire. Nous aidions les orphelinats turcs et les Turcs pauvres au même titre que les orphelinats arméniens et de même que nous four-

nissions des vêtements et des vivres, lorsque cela nous était permis, aux lamentables caravanes de femmes et d'enfants grecs mourant de faim, errant à travers l'Anatolie, en passant par la ville de Kharput, les yeux vitreux sortant de la tête, les os perçant presque la peau, avec des bébés squelettiques attachés sur leur dos, poussés comme du bétail sans nourriture et sans vêtement, jusqu'à ce qu'elles tombent mortes, des gendarmes turcs les faisant avancer à coups de crosse. Mes yeux ne peuvent oublier ce que j'ai vu et j'espère que mon cerveau oubliera un jour ce cimetière ouvert autour de Kharput, tel que je l'ai vu l'hiver dernier. Des gens demandent si ces rapports sont vrais ? Après une année de telles expériences, cette question me stupéfie. Mon travail pour les orphelinats me conduisait dans des villages des alentours, et je peux jurer que je dis la vérité sur ce que j'ai vu quotidiennement.

« Le 30 juin 1921, je quittai Constantinople pour l'intérieur de l'Anatolie. A Samsoun, je fus retenue pendant deux mois attendant la permission du gouvernement kémaliste d'Angora pour continuer ma route vers Kharput, environ 500 milles à travers l'intérieur de l'Anatolie. Durant mon séjour à Samsoun, dans la première partie de juillet, les villages grecs alentour furent brûlés et leurs habitants déportés, y compris les femmes et les enfants. En juin, avant notre arrivée, les jeunes hommes grecs furent déportés de Samsoun et, peu après notre arrivée, les vieillards durent partir, emmenés dans la nuit. La nuit, nous entendions les cris et les pleurs des femmes grecques, leurs épouses et leurs filles. Nuit après nuit, depuis l'orphelinat arménien où je passai la plupart de mon temps, je voyais

les villages en feu et pensais à l'enfer sur terre que des humains faisaient de cette magnifique partie du pays. En août, l'ordre vint aux femmes de suivre les vieillards. Notre maison fut entourée de ces pauvres femmes qui frappaient à nos portes, tenant leurs enfants, nous les tendant, nous demandant de les prendre si nous ne pouvions pas sauver les mères. Elles jetaient leurs bras autour de notre cou et nous ne nous sommes jamais senties plus désemparées de toute notre vie. Mais, à ce moment, la flotte grecque menaça de bombarder la ville, et cela sauva les femmes pour quelque temps. Notre permission arriva à la fin d'août, et nous fûmes autorisées à continuer notre route. Nous traversâmes l'Anatolie sous un soleil de feu, rencontrant des groupes de vieux hommes de Samsoun et d'habitants d'autres ports de la Mer Noire, allant, Dieu sait où, poussés par des gendarmes turcs. Les cadavres de ceux qui étaient tombés gisaient le long de la route. Les vautours ayant déjà mangé une partie de la chair, les squelettes apparaissaient. Lorsque j'arrivai à Sivas, la chaleur m'avait incommodée et nous devions rester là trois jours. Mais, après un jour de repos, ayant appris que les Turcs voulaient réquisitionner les camions américains dans lesquels nous voyagions, nous quittâmes la ville le lendemain matin avant l'aurore. Avant d'arriver à Malatia, nous rencontrâmes le reste d'un groupe de jeunes hommes qui avaient été déportés de Samsoun en juin. Ces hommes nous dirent que la plus grande partie d'entre eux avait été tuée. En arrivant à Kharput, le 3 septembre, nous entrâmes dans une ville qui était pleine d'épaves humaines, femmes, enfants et hommes grecs, malades ou mourant de faim. Ces gens essayaient de faire de la soupe avec de l'herbe et se considéraient heureux

s'ils pouvaient trouver une oreille de mouton à y ajouter. Lorsque ces pauvres gens entendaient parler de la mise à mort d'un mouton, ils essayaient, en effet, d'avoir l'oreille, la seule partie de l'animal que l'on jette aux ordures en Anatolie. Je n'oublierai jamais la vision de l'oreille noire couverte de poils d'un mouton flottant sur de l'eau en ébullition et de ces malheureux essayant de se nourrir en la mâchant. Les Turcs ne leur avaient donné aucune nourriture pendant les 500 milles du voyage depuis Samsoun. Ceux qui avaient de l'argent pouvaient essayer d'acheter quelque chose en donnant un pourboire aux gendarmes jusqu'au moment où on les dépouillait de leur argent. Ceux qui n'avaient pas d'argent mouraient sur le bord de la route. En bien des endroits, alors que la soif les dévorait sous le soleil ardent, il leur fallait payer pour avoir un peu d'eau. Les stations de la Commission de Secours du Proche Orient essayèrent de leur donner du pain lorsqu'ils passèrent à Césarée et à Sivas, mais la quantité qu'ils pouvaient porter était minime. Il eut été plus humain de leur envoyer une balle dans la tête que de leur donner du pain, car la mort devait venir tôt ou tard. Lorsqu'une femme ayant un bébé mourait, on enlevait l'enfant de ses bras raidis et il était remis à une autre femme, et l'horrible marche continuait. De vieux hommes aveugles, conduits par de petits enfants, trébuchaient le long de la route. C'était une marche de cadavres, une marche de mort à travers l'Anatolie qui continua durant tout l'été que j'ai passé là-bas. Ce furent d'abord les jeunes hommes, puis les vieillards, puis les femmes et les enfants qui n'avaient commis de crimes contre personne. Un grand nombre, qui avaient marché pendant l'hiver, et des milliers qui avaient le typhus avaient les pieds gangrenés.

Ils gisaient dans les camps autour de Kharput, sans aide et sans espoir.

« Les Turcs choisissaient de préférence les jours les plus rigoureux de l'hiver, lorsque la neige faisait rage, pour mettre les Grecs en route. Des milliers périrent dans la neige. La route de Kharput à Bitlis était jalonnée de cadavres. J'ai vu des femmes aux lèvres transparentes qui n'avaient plus figure humaine. Les routes sur lesquelles les femmes et les enfants voyageaient n'étaient praticables que pour des mulets de charge. C'est durant ce même temps que miss Annie Allen insista pour partir de Kharput pour Sivas, faisant son dernier voyage en Anatolie, le pays où elle était née et auquel elle donnait sa vie. Elle se hâtait d'aller à Angora pour voir ce qui pouvait être fait pour remédier à cette horrible situation.

« Le 5 février 1922, un autre Américain et moi nous étions partis à cheval pour visiter un orphelinat assez éloigné, lorsque nous arrivâmes à une vieille citerne à cinq minutes en dehors de la ville de Mezereh. Ayant entendu des cris d'un genre différent de ceux que nous avions coutume d'entendre de la part des réfugiés, nous nous approchâmes et nous trouvâmes trois cents petits enfants réunis en cercle. Vingt gendarmes descendus de leurs chevaux battaient cruellement ces petits à coups de plat de sabre. Lorsqu'une mère se précipitait pour sauver son enfant, elle était également battue et repoussée. Les enfants s'agenouillaient ou levaient les bras pour se protéger des coups. Comme un interprète arménien était avec nous, nous n'hésitâmes pas.

« Notre directeur avait demandé la permission de prendre dans nos orphelinats les enfants grecs dont les mères étaient mortes en route. Cela avait toujours

été refusé. Finalement, après plusieurs semaines d'appels renouvelés, il nous fut promis que nous pourrions prendre une vieille bâtisse qui avait appartenu à des missionnaires allemands et y installer les enfants grecs. C'est ce que nous fîmes. Nous leur donnâmes les rations pour une semaine et quelques habits, mais au bout de quelques jours la maison était vide. Les Turcs avaient emmené les enfants dans la montagne. Il nous fut finalement permis d'ouvrir un camp pour ceux qui étaient dans l'incapacité de se mouvoir. Le camp était à deux milles de la ville. Nous ne pouvions admettre personne dans notre hôpital, quel que soit le sérieux de son cas, sans le paiement d'une somme considérable par le malade à l'inspecteur sanitaire. Le malade, quel que soit son état, devait aller faire en personne le paiement. Quelques-uns d'entre eux, qui n'auraient pas dû sortir de leur lit, allèrent pourtant à plusieurs reprises chez l'inspecteur sanitaire et furent renvoyés parce qu'ils n'avaient pas l'argent suffisant. Beaucoup périrent avant que la permission de venir à notre hôpital leur eût été accordée. Les routes étaient couvertes des cadavres de ceux qui étaient morts du fait de maladie ou du fait des intempéries. Des vols de vautours ne cessaient de survoler la ville. L'Anatolie, l'année dernière, a été un cimetière ouvert...

« L'attitude des Turcs à l'égard des Grecs déportés de la côte de la mer Noire a été une attitude d'extermination. D'après les statistiques obtenues de sources américaines dignes de foi, nous avons compté environ 30.000 déportés traversant Sivas; 8.000 périrent sur la route de Kharput, et 2.000 restèrent à Malatia jusqu'à l'hiver dernier. S'ils mouraient à Kharput on les mettait en un linceul de coton et on

les enterrait. C'est ce que nous faisions dans nos camps de réfugiés. S'ils mouraient dans les rues ou sur les routes, ils étaient poussés sur les bas-côtés et abandonnés aux vautours. On en envoya 15.000 à Diarbékir durant les tourmentes de neige de l'hiver; les trois quarts étaient des femmes et des enfants qui marchèrent, en quittant Kharput, sans nourriture et sans couverture, en traversant des montagnes où il n'existait aucun abri. Les plus jolies filles étaient prises dans les harems musulmans par les Turcs qui plaisantaient ouvertement sur le nombre de femmes qu'ils avaient ainsi pris. Puis, ils nous les envoyaient pour demander du pain, déclarant que c'étaient des réfugiées. Quelques-unes des jeunes filles que j'ai connues à Samsoun, s'étaient défiguré le visage dans l'espoir de n'être pas prises. 3.000 d'entre les déportés, envoyés à Diarbékir, périrent sur la route, et 1.000, après y être arrivés. Quelques-uns furent mis au travail sur les routes et recevaient de la soupe et du pain quotidiennement. S'ils étaient trop malades pour travailler, la nourriture leur était retirée et ils mouraient sans l'assistance médicale. 9.000 Grecs furent envoyés à Bitlis, qui est une ville en partie détruite, et qui est incapable de faire vivre plus d'un millier de personnes. On nous a déclaré, lorsque nous avons traversé Diarbékir, que pas un enfant de moins de huit ans n'est arrivé à Diarbékir vivant.

« Dans le vilayet de Kharput, il ne nous fut permis d'employer aucun Grec. Quelques Grecs qui avaient de l'argent achetèrent la permission de travailler pour un Turc. L'argent était le seul moyen d'avoir une sécurité temporaire. Au moment où nous nous préparions à partir, le gouverneur turc nous fit venir et nous demanda de démentir les rapports de

M. Yowell et du docteur Ward lorsque nous arriverions à Beyrouth ou à Constantinople. A ce moment, nous ne savions même pas quel rapport M. Yowell avait fait. Le vali nous déclara qu'il nous refuserait le permis de quitter, tant qu'il n'aurait pas notre promesse. Finalement, nous obtînmes la permission, sans faire d'autre promesse que de dire la vérité telle que nous la sentions, et je tiens donc ma promesse à l'égard du vali turc de Kharput. En faisant cette déclaration, j'espère qu'elle aura pour résultat qu'elle poussera le peuple américain à intervenir auprès du Gouvernement pour qu'il fasse quelque chose pour les femmes et les enfants d'Anatolie qui sont mourants et souffrent une agonie inouïe. Les intérêts commerciaux, les jalousies de chancellerie, l'espoir de concessions territoriales et autres doivent disparaître devant la cause de l'humanité. C'est une honte qu'en 1922 de telles choses se soient produites, et il est temps que quelque chose de définitif soit fait pour rendre impossible la répétition de tels crimes. L'on argumente et l'on négocie pour savoir si une Commission d'enquête doit aller ou ne pas aller en Anatolie. Mais ce qui est fait est fait, et les déclarations ci-dessus sont des faits. C'est une vieille histoire et qui se répète depuis des années. Est-ce que l'on entend qu'elle continue? Je fais cette déclaration sans l'avis de la Commission de Secours du Proche Orient, et n'appartenant plus à cette organisation. La Commission de Secours du Proche Orient fait ce qu'elle peut pour les enfants confiés à sa charge et travaille en Anatolie au milieu de grandes difficultés et de grands ennuis. Il faut cependant quelque chose de plus puissant que de la nourriture et des vêtements pour éclaircir la situation. »

CONCLUSION

Sa Sainteté le Pape Benoît XV, au Congrès eucharistique de Rome, à la fin du mois de mai 1922, s'adressant aux congressistes venus du monde entier, déclara :

« Je suis heureux de voir réunis les représentants de la chrétienté en cet anniversaire du départ des flottes chrétiennes pour Lépante où, en 1571, les chrétiens, réunis, remportèrent la victoire *sur la barbarie musulmane. Prions Dieu pour les chrétiens qui luttent aujourd'hui encore contre cette barbarie.* »

Cette noble exhortation du chef de l'Eglise catholique romaine, rapprochée de l'intervention généreuse de l'archevêque de Canterbury, primat d'Angleterre, la plus haute autorité du protestantisme anglo-saxon, montre l'union des dirigeants spirituels de la chrétienté dans une question ed morale humaine où leur attitude ne pouvait certes être différente.

Les discours prononcés à la Chambre des Communes, les adresses envoyées au président des Etats-Unis donnent aux chrétiens d'Orient, dans leur agonie la consolation de savoir que leurs cris de souffrances ont atteint des cœurs compatissants, mais ils n'apportent, hélas! aucun soulagement pratique à leur martyre.

Les gouvernements seuls détiennent la force, sans laquelle toutes les protestations demeurent platoniques et vaines.

L'instant des décisions énergiques est venu. Attendre encore serait placer le monde devant l'irrépa-

rable, pour la honte d'une humanité qui a connu le mal et n'a pas su y remédier.

Certes, il n'est point question d'armer une nouvelle flotte pour une nouvelle Lépante, mais le monde civilisé doit comprendre que la cause des Arméniens et des Grecs est sa propre cause, et donner en conséquence à ces deux peuples toutes les formes possibles de son appui. La Grèce avait, en Asie Mineure, une armée dont l'action, si elle avait été soutenue et non entravée, eut libéré à jamais ces populations esclaves et martyres. Consacrer d'une façon ou d'une autre, la victoire turque, c'est signer l'arrêt de mort de toute la chrétienté d'Orient.

Les survivants tendent les bras vers l'Europe. Aura-t-on même la cruauté d'insister, par une aberration d'intérêts économiques mal compris, sur l'inhumaine idée d'abandonner les chrétiens à la merci des Turcs ?

Ceux qui souffrent ne peuvent le croire.

TABLE DES MATIERES

Pages

INTRODUCTION 7

I. — TÉMOIGNAGES ANGLAIS

Exposé de M. T. P. O'Connor 10
Appel de l'Archevêque de Canterbury 26
A la Chambre des Communes 28
Un terrible récit 31
Déclaration de M. Chamberlain 35
Nouveaux témoignages 44
La politique d'Angora 52
A la Chambre des Communes (22 mai 1922) 61
D'accablantes précisions 64
L'opinion britannique 71

II. — QUELQUES TÉMOIGNAGES AMÉRICAINS

Le Dr Ward 84
Extraits du Journal du Dr Mark H. Ward, 1921. 89
Miss B. Bannermann Murdoch et M. I. M. Knapp 106
Le Dr Herbert Adams Gibbons 108
Miss Ethel Thompson 109

CONCLUSION 117

P. THÉVOZ, *imp.*, Paris.